



Bases statistiques et produits généraux

022-1300

Mémento statistique de la Suisse 2013



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10

CH-2010 Neuchâtel

Table des matières

Renseignements:

Téléphone 032 713 60 11

Téléfax 032 713 60 12

Commandes de publications:

Téléphone 032 713 60 60

Téléfax 032 713 60 61

www.statistique.admin.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (–) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 4.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.admin.ch

Editeur:

Office fédéral de la statistique

Section diffusion et publications

Février 2013. Paraît en français, allemand, italien, romanche et anglais.

Conception:

Bernhard Morgenthaler †, Armin Grossenbacher

Redaction:

Heinz Wyder, Etienne Burnier

Graphiques, mise en page:

Daniel von Burg, Etienne Burnier

Cartes:

Sabine Kuster

Traduction:

De l'allemand par les Services linguistiques de l'OFS

Page de couverture:

Netthoevel & Gaberthüel, Bienne;

Photo: © Warren Goldswain – Fotolia.com

Concept graphique:

Roland Hirter, Berne

Numéro de commande:

022-1300

ISBN:

978-3-303-00488-3

Avant-propos	3
Population	4
Espace et environnement	9
Travail et rémunération	11
Economie nationale	14
Prix	16
Industrie et services	17
Agriculture et sylviculture	20
Energie	21
Construction et logement	22
Tourisme	23
Mobilité et transports	24
La Suisse et l'Europe	26
Banques, assurances	28
Protection sociale	29
Santé	32
Education et science	34
Culture, médias et société de l'information	37
Politique	39
Finances publiques	41
Criminalité et droit pénal	43
Situation économique et sociale de la population	45
Développement durable	49
Disparités régionales	50
La Suisse et ses cantons	51

Le nouveau recensement de la population fournit depuis 2010 des données statistiques à un rythme annuel. Ainsi, l'année 2012 a été riche en résultats statistiques grâce à de nombreuses publications. On a pu voir par exemple, pour la première fois depuis le recensement de la population 2000, la publication des nouvelles données sur le paysage linguistique et religieux de la Suisse, qui s'inscrivent dans le cadre du relevé structurel de 2010. Le Mémento statistique de la Suisse 2013 présente pour la première fois depuis 2000 des données actualisées sur ces thèmes.

Au mois d'octobre dernier, les premières données statistiques de l'enquête thématique sur la formation de base et la formation continue de 2011 ont été publiées; en 2013, ce sera au tour de l'enquête thématique sur la santé de nous fournir ses premiers résultats.

Chaque année, le recensement de la population recueille des données de quatre types. Un relevé basé sur les registres, dont les cantons et les communes fournissent les informations, un relevé structurel, qui se fait par échantillonnage, une enquête thématique, dont le thème change chaque année et se réalise sous la forme d'un échantillon et enfin une enquête dite «Omnibus», qui permet de fournir des informations sur des thèmes multiples, notamment des réponses à des questions politiques et scientifiques d'actualité dans un laps de temps très court. Par exemple, l'enquête Omnibus de 2011 sur la perception de la qualité environnementale et le comportement par rapport à l'environnement a livré ses premiers résultats en début d'année 2012.

C'est grâce à la participation de la population de la Suisse qu'il nous est possible chaque année de réaliser ces différentes enquêtes et relevés, et je tiens ici à vous en remercier chaleureusement.

Je vous souhaite une bonne lecture de cette nouvelle édition du Mémento statistique de la Suisse et des découvertes intéressantes sur le portail Statistique suisse.

Jürg Marti

Directeur
Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, janvier 2013

Autres sources d'informations:

- Vous pouvez recevoir les communiqués de presse originaux de l'OFS directement dans votre boîte aux lettres électronique – c'est rapide et c'est gratuit.
Pour s'abonner: www.news-stat.admin.ch
- Quoi de neuf sur le portail statistique? Les publications récentes de l'OFS classées par thèmes.
www.statistique.ch → Actualités → Quoi de neuf?
- Le service d'information de l'OFS répond à vos questions:
tél. 032 713 60 11 ou e-mail : info@bfs.admin.ch

Population résidante permanente dans les cantons, en 2011

A la fin de l'année	Total en milliers	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 2010–2011 en %
Suisse	7 954,7	22,8	73,7	198,9	1,1
Zurich (ZH)	1 392,4	24,6	95,1	838,3	1,4
Berne (BE)	985,0	13,7	62,7	168,6	0,5
Lucerne (LU)	382,0	16,8	50,8	267,3	1,2
Uri (UR)	35,4	9,8	0,0	33,5	–0,1
Schwytz (SZ)	147,9	18,9	80,2	173,7	0,8
Obwald (OW)	35,9	13,7	0,0	74,7	0,8
Nidwald (NW)	41,3	11,8	87,6	171,1	0,7
Glaris (GL)	39,2	21,4	0,0	57,6	1,6
Zoug (ZG)	115,1	24,6	96,2	555,8	1,8
Fribourg (FR)	284,7	19,1	55,8	178,6	2,2
Soleure (SO)	257,0	19,7	77,6	325,1	0,7
Bâle-Ville (BS)	186,3	33,1	100,0	5 033,9	0,7
Bâle-Campagne (BL)	275,4	19,6	91,8	532,0	0,3
Schaffhouse (SH)	77,1	23,6	75,9	258,7	1,0
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	53,3	14,5	53,0	219,5	0,6
Appenzell Rh.-Int. (AI)	15,7	10,1	0,0	91,3	0,4
Saint-Gall (SG)	483,2	22,1	66,9	247,7	0,9
Grisons (GR)	193,4	17,0	50,0	27,2	0,4
Argovie (AG)	618,3	22,3	65,9	443,2	1,1
Thurgovie (TG)	252,0	22,1	50,0	292,0	1,4
Tessin (TI)	336,9	26,2	87,9	122,9	1,0
Vaud (VD)	725,9	31,6	74,7	257,2	1,8
Valais (VS)	317,0	21,2	56,8	60,8	1,4
Neuchâtel (NE)	173,2	23,4	74,6	241,6	0,6
Genève (GE)	460,5	39,4	99,2	1 873,5	0,6
Jura (JU)	70,5	12,7	30,6	84,1	0,7

Population résidante permanente dans les grandes villes, en 2011

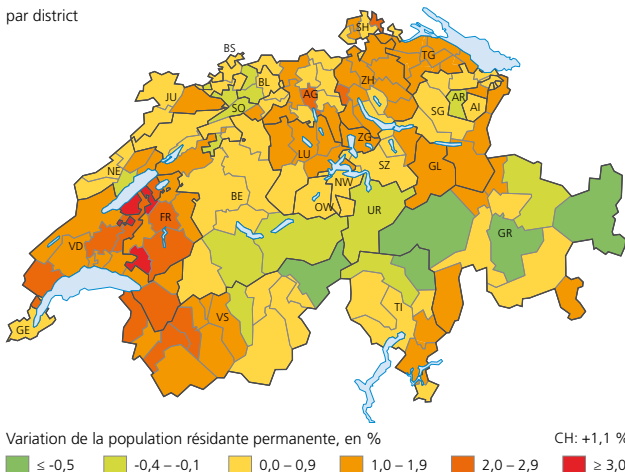
	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 2010–2011	en milliers	Croissance en % 2010–2011
Total	1 087,9	1,0	3 075,4	1,1
Zurich	377,0	1,1	1 204,0	1,3
Genève	188,2	0,4	530,7	0,8
Bâle	164,5	0,8	500,6	0,6
Berne	125,7	1,0	355,6	0,7
Lausanne	129,4	1,2	342,2	1,7
Winterthour	103,1	1,7	142,4	1,8

La population est majoritairement citadine

En 2011, la part de la population vivant dans des régions urbaines atteint 74%, contre seulement 36% en 1930. La moitié de cette population urbaine habite dans l'une des agglomérations des cinq plus grandes villes de Suisse (Zurich, Bâle, Genève, Berne et Lausanne). Depuis 2000, la croissance démographique dans les régions urbaines est plus marquée que dans les régions rurales (2011: +1,1% contre +0,9%).

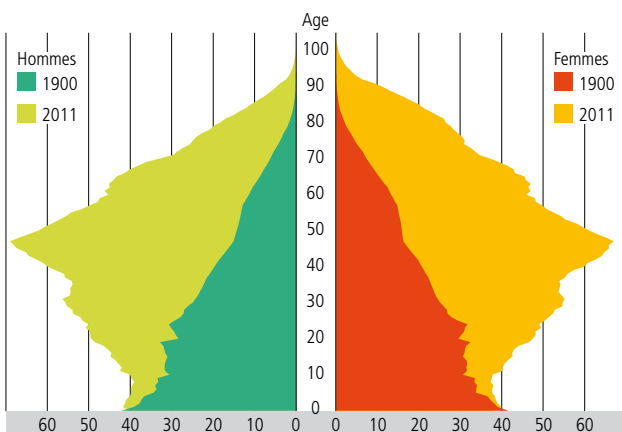
Croissance démographique, de 2010 à 2011

par district



Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du 20^e siècle, le nombre de personnes âgées a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes (moins de 20 ans) et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la pyramide des âges s'est transformée en «sapin» (2011), les générations 1959 à 1971 étant ici prédominantes. Les jeunes générations sont elles moins nombreuses, alors que les personnes âgées sont en nombre croissant. Le vieillissement va se poursuivre: la part des 65 ans ou plus devrait passer de 17% en 2011 à 28% environ en 2060. Ces dernières années, la croissance démographique en Suisse s'explique surtout par l'excédent migratoire et, dans une bien moindre mesure, par l'excédent des naissances.

Enfants nés vivants, en 2011

Total	80 808
Garçons pour 100 filles	106,2
Part des enfants nés hors-mariage	19,3
Nombre d'enfants par femme ¹	1,5

1 Nombre d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité observés durant l'année sous revue dans différentes classes d'âges

Décès, en 2011

Total	62 091
Age au décès	
0–19 ans	515
20–39 ans	922
40–64 ans	7 802
65–79 ans	15 900
≥ 80 ans	36 952

Migrations internationales, en 2011

Personnes immigrées	148 799
dont étrangers	124 695
Personnes émigrées	96 494
dont étrangers	66 738
Solde migratoire	52 305
Suisses	–5 652
Etrangers	57 957

Migrations internes², en 2011

Total arrivées et départs	477 853
----------------------------------	----------------

2 Migrations intercommunales exclusivement

Mariages, en 2011

Total	42 083
Suisse/Suisse	21 516
Suisse/étrangère	8 104
Etranger/Suisse	6 836
Etranger/étrangère	5 627
Age moyen au mariage (ans)	
Hommes célibataires	31,8
Femmes célibataires	29,5

Divorces, en 2011

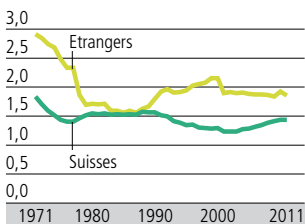
Total	17 566
avec enfants mineurs (%)	44,9
Durée du mariage	
0–4 ans	2 073
5–9 ans	4 795
10–14 ans	3 162
15 ans et plus	7 536
Indic. conjoncturel de divortialité ³	43,2

3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée

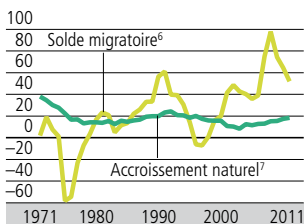
Naissances multiples⁴, en 2011

Total	1 412
dont naissances de jumeaux	1 380

4 Nombre d'accouchements; enfants nés vivants et morts-nés

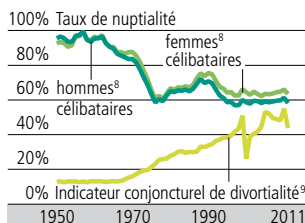
Indicateur conjoncturel de fécondité⁵

5 Nombre d'enfants par femme; cf. remarque 1

Solde migratoire et accroissement naturel en milliers

6 Jusqu'à 2010 y c. changements de statut

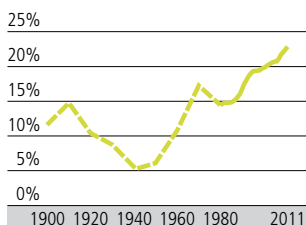
7 Naissances vivantes moins décès

Mariages et divorces

8 Pourcentage des hommes célibataires ou des femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

9 Cf. remarque 3. A partir de 2011, les divorces entre deux personnes étrangères ne sont pas tous saisis

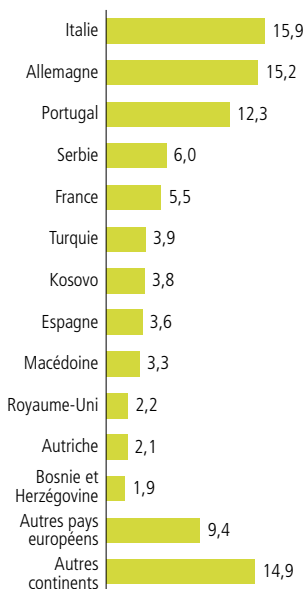
Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère



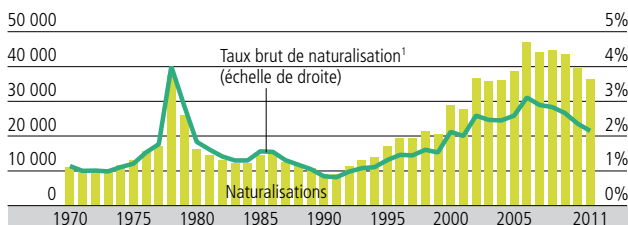
Population résidente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence, en 2011 en milliers

Total¹	1 896,7
Autorisation de séjour (livret B)	610,1
Autorisation d'établis. (livret C)	1 129,5
Autorisation de séjour de courte durée (≥12 mois) (livret L)	18,9
Fonctionnaires internationaux et diplomates	28,3
Autorisation de séjour de courte durée (<12 mois) (livret L)	61,6
Requérants d'asile (livret N)	17,4
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	22,8

Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité en 2011 en %



Acquisitions de la nationalité suisse



¹ Nombre de personnes naturalisées en % de la population résidente permanente d'origine étrangère

Population étrangère: près de la moitié est née en Suisse ou y vit depuis plus de 15 ans

La part des étrangers dans la population résidente permanente s'élève à 23%. Près de la moitié des étrangers qui vivent en Suisse (48%) y résident depuis 15 ans ou plus ou sont nés ici. En 2011, 36 000 personnes (2,1% de la population résidente de nationalité étrangère) ont acquis la nationalité suisse. La population étrangère est jeune: en 2011, on ne compte que 11 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes en âge de travailler (20 à 64 ans), contre 34 chez les Suisses. 27% des enfants nés en Suisse en 2011 sont de nationalité étrangère. En 2011, le nombre des immigrations a diminué de 8,0% par rapport à 2010. 71% des immigrés étaient des ressortissants de l'espace UE/AELE.

Les formes de vie commune changent

Les gens sont toujours moins nombreux à vivre dans un ménage familial avec enfants: ils étaient 65% à être dans ce cas en 1970, contre 47% aujourd'hui. De plus en plus de personnes vivent seules (7% en 1970 contre 17% en 2011) ou dans des ménages de couple sans enfant (18% contre 27%).

La décision de se marier et de fonder une famille intervient à un âge toujours plus avancé: l'âge au premier mariage est passé de 24 (1970) à 30 ans (2011) pour les femmes et de 26 à 32 ans pour les hommes. L'âge moyen de la mère à la naissance de son premier enfant s'est dans le même temps élevé de 25 à 30 ans.

Le modèle familial bourgeois traditionnel «père pourvoyeur unique et mère au foyer» devient l'exception aujourd'hui: deux tiers des mères vivant en couple et dont l'enfant le plus jeune a moins de 7 ans (69%) sont actives occupées, mais le plus souvent à temps partiel. Le travail rémunéré reste principalement l'affaire des pères (en général à plein temps), le travail domestique et familial essentiellement celui des mères (cf. p. 48). La part des enfants ne vivant qu'avec un de leurs parents s'accroît. Elle est particulièrement élevée chez les jeunes de 15 à 19 ans (2011: 18%; 1980: 11%).

Langues principales, en 2010¹ en %

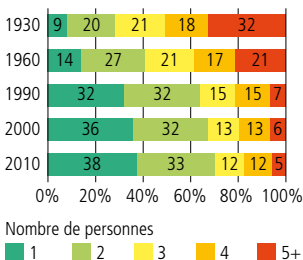
Allemand	65.6
Français	22.8
Italien	8.4
Serbe et croate	2.6
Albanais	2.5
Portugais	3.1
Espagnol	2.1
Anglais	4.5
Langues turques	1.1
Romanche	0.6
Autres langues	4.6

¹ Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé. Plusieurs langues possibles

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Population

Taille des ménages

Ménages privés seulement

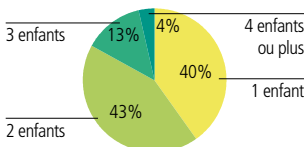


Ménages privés, en 2010 en milliers

Total	3 436,0
Ménages d'une personne	1 289,7
Ménages familiaux	2 105,3
Couples sans enfant	989,2
Couples avec enfants	897,8
Pères ou mères seul(e)s avec enfants	184,2
Personnes seules avec père ou mère	34,2
Ménages non familiaux	40,9

Ménages familiaux avec enfants en 2000

uniquement enfants non mariés de moins de 18 ans



Appartenance religieuse, en 2010² en %

Évangéliques réformés	28,0
Catholiques romains	38,6
Autres communautés chrétiennes	5,5
Communautés juives	0,2
Communautés islamiques	4,5
Autres communautés religieuses	1,1
Sans confession	20,1
Sans indication	2,0

² Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé

Données climatiques, en 2011

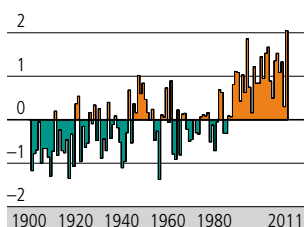
Station	Température moyenne de l'air		Précipitations annuelles		Ensoleillement annuel	
	°C	Ecart ¹ en °C	mm	Indice ²	Heures	Indice ²
Lugano (273 m d'altitude)	13,5	1,9	1 179	76	2 336	115
Bâle-Binningen (316)	11,6	2,0	688	88	1 983	124
Genève-Cointrin (420)	11,4	1,8	619	65	2 150	127
Neuchâtel (485)	11,3	2,0	710	76	2 077	134
Sion (482)	11,3	2,1	485	81	2 427	122
Zurich / Fluntern (556)	10,5	2,0	914	84	1 945	131
Berne-Zollikofen (553)	10,1	2,2	789	77	2 181	133
Saint-Gall (776)	9,4	2,0	1 242	99	1 891	142
Davos (1594)	4,7	1,9	1 070	107	1 997	119

1 Par rapport à la moyenne d'une longue série de mesures (1961 – 1990)

2 100 = moyenne d'une longue série de mesures (1961 – 1990)

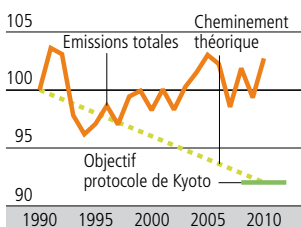
Ecart de température

par rapport à la moyenne 1961 – 1990, en °C



Emissions de gaz à effet de serre

Indice 1990 = 100



Changements climatiques

Depuis le milieu du 20^e siècle, on observe une hausse globale de la température, que les facteurs naturels ne suffisent pas à expliquer. L'effet de serre y joue un rôle prépondérant. D'origine naturelle, cet effet est renforcé par l'activité humaine, en particulier par la combustion d'énergie fossile, qui entraîne une augmentation dans l'atmosphère de la concentration de CO₂, un gaz à effet de serre. Les émissions de gaz à effet de serre sont principalement dues aux transports (notamment aux transports routiers), aux ménages (chauffage et eau chaude), à l'industrie et à l'agriculture.

Utilisation du sol

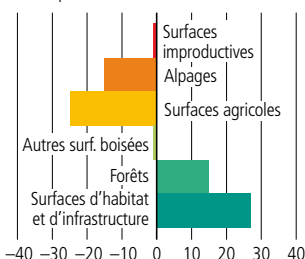
Période de relevé 1992 – 1997

	km ²	%
Surface totale	41 285	100
Forêts, surfaces boisées	12 716	30,8
Surfaces agricoles	9 873	23,9
Alpages	5 378	13,0
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	2 791	6,8
Lacs et cours d'eau	1 740	4,2
Autres surfaces improductives	8 787	21,3

Evolution de l'utilisation du sol

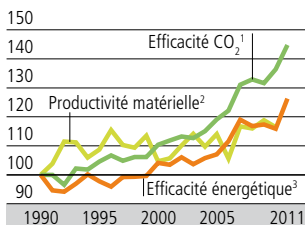
de 1979/85 à 1992/97

En km² par année



Eco-efficacité

Indice 1990 = 100



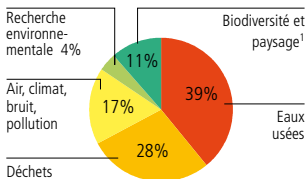
1 PIB / émissions de CO₂

2 PIB / ensemble des besoins matériels

3 PIB / consommation finale d'énergie

Dépenses publiques de protection de l'environnement 2010

Total: 4,2 milliards de francs



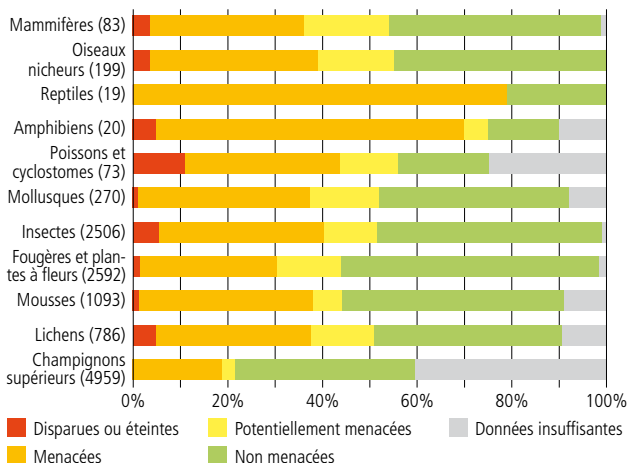
¹ Y c. paiements directs à l'agriculture pour ses prestations écologiques

Eco-efficacité

L'éco-efficacité augmente quand, pour une nuisance environnementale donnée (p. ex. quantité de rejets de CO₂, d'énergie consommée ou de matières utilisées), on obtient une performance économique accrue. La hausse de l'éco-efficacité d'une économie peut avoir plusieurs causes. Elle peut résulter du recours à des technologies et des produits plus favorables à l'environnement. Elle peut aussi être due à des changements structurels, par exemple à la croissance des activités de service ou au transfert d'activités polluantes à l'étranger.

Biodiversité – Espèces indigènes menacées

Etat: 1994–2012 selon le groupe d'espèces

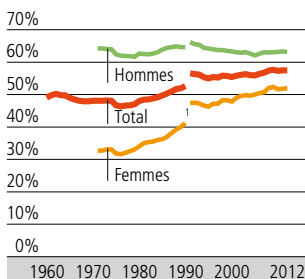


Biodiversité

Du fait de la diversité de ses paysages, la Suisse présente une grande variété d'habitats naturels pour les plantes et les animaux. Ce sont des conditions idéales pour une grande biodiversité. Les activités humaines mettent cependant sous pression la diversité biologique. Si la transformation du paysage a créé des habitats propices à l'implantation de nouvelles espèces, son uniformisation et l'utilisation intensive du territoire conduisent à une diminution des populations et à des disparitions d'espèces.

Personnes actives

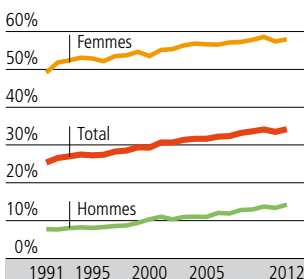
en % de la population résidente permanente



1 Depuis 1991, nouvelle méthode de calcul

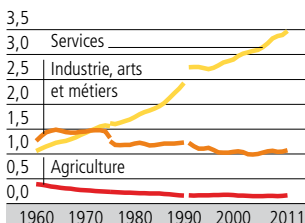
Personnes travaillant à temps partiel

en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées¹ par secteur économique

en millions



1 Depuis 1975 respectivement 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le statut d'activité¹

Population résidente permanente, en milliers
2^e trimestre

	2011	2012
Total	4 369	4 395
Indépendants	589	596
Collaborateurs familiaux	88	93
Salariés	3 457	3 482
Apprentis	234	224

1 Définition sociologique

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe

en milliers

2 ^e trimestre	1991	1995	2000	2010	2011	2012
Total	4 135	3 993	4 107	4 594	4 719	4 759
Suisses	3 084	3 001	3 138	3 339	3 402	3 402
Etrangers	1 051	992	969	1 255	1 317	1 358
Autorisat. d'établissement	551	564	588	626	636	647
Autorisation de séjour	177	202	181	341	368	381
Saisonniers ¹	85	43	25	—	—	—
Frontaliers	183	148	140	228	245	259
Autorisat. de courte durée	21	19	20	43	46	45
Autres étrangers	34	17	15	17	22	25
Hommes	2 425	2 306	2 319	2 530	2 596	2 622
Femmes	1 710	1 687	1 788	2 064	2 123	2 138

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Forte augmentation du nombre de femmes actives occupées

Entre 2007 et 2012, le nombre de femmes actives occupées (+8,8% à 2,138 millions) a augmenté de manière plus marquée que celui des hommes (+6,8% à 2,622 millions). De plus en plus, elles mènent de front activité professionnelle et vie de famille et occupent en majorité des emplois à temps partiel. En 2012, 58,0% des femmes exercent une activité à temps réduit (2007: 57,1%). La part d'hommes à temps partiel est également en progression depuis 2007 (+2,3 points de pour cent) et atteint 14,3% en 2012. L'essor de l'activité féminine a également été favorisé par la tertiarisation de l'économie; en effet, 86,4% des femmes sont occupées dans le secteur tertiaire en 2011 (hommes: 63,8%).

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Sans l'afflux de travailleurs immigrés, la forte croissance que nous avons connue durant la deuxième moitié du 20^e siècle n'aurait pu avoir lieu. Toujours supérieure à 20% depuis les années 1960, leur proportion atteint 28,5% en 2012. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 37,7% des actifs occupés (2012), contre 26,6% dans le tertiaire.

Deux tiers des actifs occupés étrangers (2012: 68,9%) sont des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE; parmi ceux-ci, la moitié environ est de nationalité allemande (26,6%) ou italienne (22,3%). Sur l'ensemble des personnes actives ayant immigré en Suisse ces 10 dernières années, plus des quatre cinquièmes (81,9%) ont achevé une formation du degré secondaire II ou du degré tertiaire. La part correspondante est de 58,2% pour les personnes ayant immigré depuis plus longtemps.

Chômage¹

	1991	2000	2010	2011	2012
Chômeurs	39 222	71 987	151 986	122 892	125 594
dont chômeurs de longue durée ² en %	4,4	20,1	21,4	20,1	15,3
Taux de chômage en % ³	1,1	1,8	3,5	2,8	2,9
Hommes	1,0	1,7	3,6	2,8	2,9
Femmes	1,2	2,0	3,4	2,9	2,9
Suisses	0,8	1,3	2,6	2,1	2,1
Etrangers	2,1	3,7	6,4	5,2	5,5
15 – 24 ans	1,1	1,8	4,3	3,2	3,2

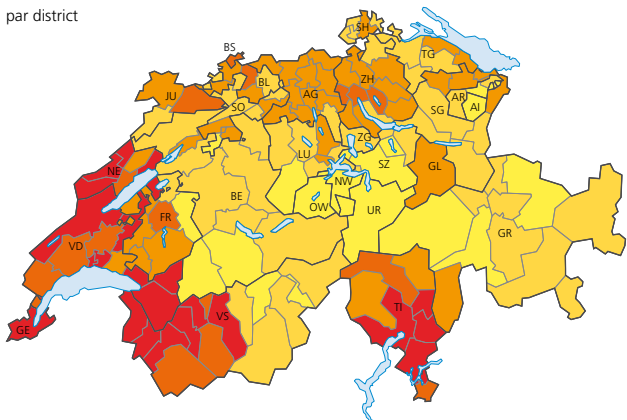
1 Chômage selon le SECO

2 Durée du chômage > 12 mois

3 Dès 2010: coefficient de variation A=0,0–1,0%

Taux de chômage, en 2012

par district



Part des personnes au chômage (selon le SECO) dans l'ensemble des personnes actives, en %

< 1,5
 1,5 – 2,4
 2,5 – 3,4
 3,5 – 4,4
 ≥ 4,5
 CH: 2,9

Niveau des salaires, en 2010

salaires brut mensuel¹, médiane

	Niveau des qualifications requises ²				
	Total	a	b	c	d
Suisse³	5 979	11 311	7 134	5 724	4 540
Région lémanique (VD, VS, GE)	6 083	11 917	7 429	6 067	4 727
Espace Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	5 890	10 475	6 870	5 680	4 644
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	6 220	11 963	7 268	5 850	4 591
Zürich (ZH)	6 349	12 819	7 749	5 805	4 481
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	5 568	9 523	6 500	5 389	4 418
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	5 932	10 667	6 824	5 612	4 548
Tessin (TI)	5 076	8 690	5 907	5 274	3 948

Salaire mensuel brut¹, secteurs privé et public, en 2010

Médiane, en francs

	Niveau des qualifications requises ²			
	Total	a + b	c	d
Secteur public communal ⁴	7 202	8 263	6 865	5 424
Secteur public cantonal	7 777	9 382	6 972	5 476
Confédération	7 249	9 667	6 582	5 897
Secteur privé, au total	5 928	7 629	5 674	4 525
Secteur privé (entreprises avec moins de 5 salariés)	5 082	5 746	4 831	3 987
Secteur privé (entreprises avec 1000 salariés et plus)	6 546	9 960	6 154	4 529

1 Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail

2 Niveau des qualifications requises pour le poste de travail

a = travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles

b = travail indépendant et très qualifié

c = connaissances professionnelles spécialisées

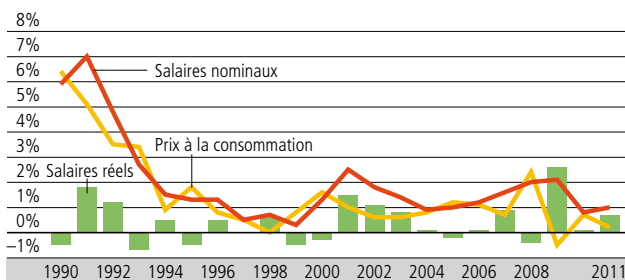
d = activités simples et répétitives

3 Secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble

4 Données de 2008

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

variation par rapport à l'année précédente, en %



Evolution des salaires réels

Indice 1939 = 100

	1980	1990	2000	2009	2010	2011
Total	254	272	279	298	298	301
Hommes	241	257	264	280	280	282
Femmes	279	302	311	335	336	338

Léger ralentissement de la croissance économique en 2011

Après une année 2010 très dynamique l'activité économique en Suisse, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), a enregistré un léger ralentissement de sa croissance qui se fixe à 1,9% contre 3,0% en 2010. Certaines branches exportatrices, en particulier de l'industrie, ont profité d'un environnement économique international encore favorable pour enregistrer des hausses marquées de leur valeur ajoutée. L'industrie des machines et biens d'équipement a également été soutenue par la forte hausse des investissements en Suisse. Par contre, les intermédiaires financiers (banques et assurances) continuent d'évoluer dans un contexte difficile et enregistrent une croissance très légèrement positive aux prix de l'année précédente.

Toutes les composantes de la demande affichent une croissance. En particulier, les investissements en biens d'équipement, après la contraction de 2009, continuent sur leur lancée positive de 2010, grâce aux perspectives encourageantes pour l'industrie suisse. De plus, la persistance du bas niveau des taux hypothécaires continue de soutenir les investissements dans la construction. Le commerce extérieur a continué de croître mais à un rythme légèrement moins soutenu qu'en 2010. Les exportations de biens ont profité du fort dynamisme affiché par l'horlogerie et également des résultats robustes de la chimie-pharmacie malgré une forte pression sur les prix.

Le revenu national brut (RNB) qui mesure la somme des revenus perçus par les unités résidentes, diminue de 1,1% en 2011. Ce résultat fait suite à des hausses marquées en 2010 (+7,3%) et 2009 (+7,0%). La baisse de 2011, alors que le PIB croît (+2,2% à prix courants), est due à la forte diminution des revenus de la fortune reçus de l'étranger (-16,5%) et en particulier à la forte diminution des résultats des filiales étrangères, en grande partie due à un effet de change.

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ^p	2011 ^p
PIB	0,0	2,4	2,7	3,8	3,8	2,2	-1,9	3,0	1,9
Dépense de consommation finale	1,3	1,4	1,4	1,3	2,0	0,6	2,0	1,4	1,4
Formation brute de capital	-1,0	3,0	3,5	3,7	0,4	0,2	-6,2	5,4	3,7
Exportations de biens et de services	-0,9	7,9	7,7	10,1	9,9	2,9	-7,7	7,8	3,8
Importations de biens et de services	0,7	7,2	6,6	6,8	6,2	-0,3	-5,2	7,4	4,2
PIB en milliards de francs, à prix courants	451	465	479	508	541	568	554	574	587

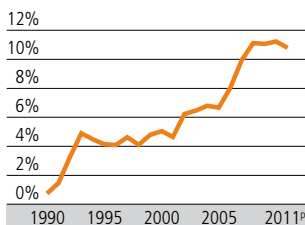
La contribution extérieure tendancielle en augmentation

Le commerce extérieur joue un rôle moteur depuis 1997. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant. Les exportations sont la composante du PIB qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007). L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la progression de la part de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse. Cependant, en 2009 la Suisse a subi de plein fouet le ralentissement de l'économie mondiale ce qui a conduit

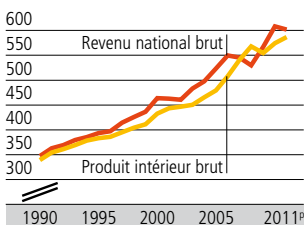
à une contribution du commerce extérieur négative et par conséquent concouru de manière importante à la baisse du PIB.

En 2010 le commerce extérieur contribue de nouveau de manière positive (+1,0 point de pourcentage) à la hausse du PIB et en 2011 cette contribution ralentit (+0,3%). Le rôle croissant du reste du monde s'observe également en considérant les revenus encaissés de l'étranger, qui jouent ainsi un rôle croissant dans la détermination du revenu national brut (RNB), généralement plus dynamique que le PIB. Les années 2007 et 2011 se distinguent fortement avec un RNB exceptionnellement moins dynamique en relation avec les pertes enregistrées par les filiales des banques suisses à l'étranger en 2008 et des effets de change en 2011.

Poids de la contribution extérieure
dans le PIB à prix courants



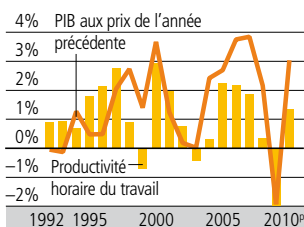
PIB et RNB à prix courants
en milliards de francs suisses



Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficacité avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficacité du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par l'heure de travail.

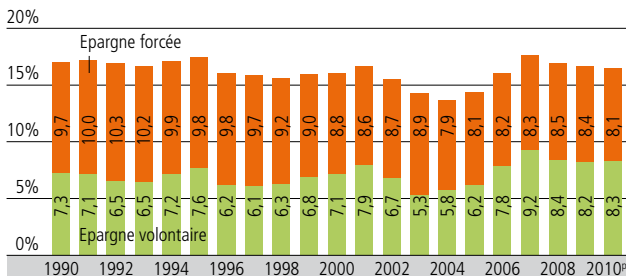
Le graphique représente les évolutions de la productivité horaire du travail et du PIB. De manière générale, on constate des tendances similaires entre les deux évolutions. En phase d'expansion (croissance du PIB), la productivité horaire du travail a tendance à augmenter également, alors qu'en phase de ralentissement économique (PIB stagnant ou en baisse), la productivité décroît.

Taux d'évolution annuel



Taux d'épargne des ménages et ISBLSM¹

Part au revenu disponible brut



¹ Institutions sans but lucratif au service des ménages

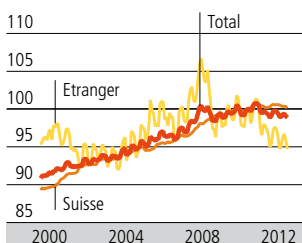
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Economie nationale

Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

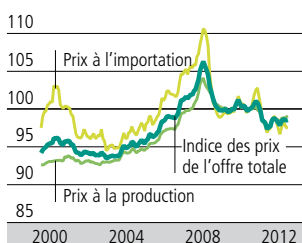
	2008	2009	2010	2011	2012
Total	2,4	-0,5	0,7	0,2	-0,7
Alimentation et boissons non-alcoolisées	3,1	-0,2	-1,1	-3,3	-1,0
Boissons alcoolisées et tabacs	2,6	2,7	1,2	1,7	1,1
Habillement et chaussures	4,0	2,4	1,1	1,4	-6,0
Logement et énergie	4,9	-1,1	2,4	2,4	0,8
Équipement ménager et entretien courant	0,8	0,8	-0,4	-1,3	-1,9
Santé	-0,2	0,3	-0,2	-0,2	-0,3
Transport	3,5	-3,3	2,4	1,1	-2,2
Communications	-2,9	-4,9	-1,4	0,1	-0,6
Loisirs et culture	0,6	-0,6	-2,1	-3,3	-2,8
Enseignement	1,5	1,6	1,2	1,4	1,7
Restaurants et hôtels	2,3	1,7	0,8	1,5	0,7
Autres biens et services	0,8	0,5	1,3	0,2	0,1

Prix à la consommation selon la provenance des biens

115 Indice décembre 2010 = 100

**Indice des prix à la production et à l'importation**

115 Indice décembre 2010 = 100

**Indices du niveau des prix en comparaison internationale, en 2011**

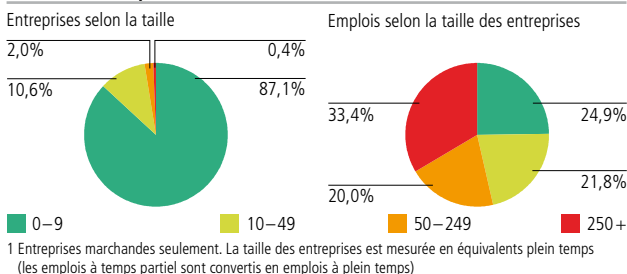
EU-27 = 100

	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	153	105	113	104
Consommation individuelle effective	165	103	111	105
Alimentation et boissons non-alcoolisées	153	106	109	112
Boissons alcoolisées et tabacs	122	90	107	101
Habillement et chaussures	140	104	103	101
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	215	111	121	106
Ameublement, équipement ménager et entretien	128	97	110	106
Santé	172	101	115	120
Transport	120	105	104	95
Communications	121	82	119	105
Loisirs et culture	143	105	106	107
Enseignement	250	104	119	100
Hôtels, cafés et restaurants	157	102	103	107
Autres biens et services	154	100	111	102
Consommation collective effective	176	114	124	117
Formation brute de capital fixe	142	113	112	92
Machines et appareils	127	99	100	101
Construction	172	128	122	86
Logiciels	100	106	97	111

Poursuite des mutations structurelles, prédominance des PME

La part du secteur tertiaire dans le total des emplois est passée de 68,5% en 2001 à 69,6% en 2008 (entreprises marchandes uniquement). Au total, quelque 280 000 nouveaux emplois ont été créés, dont 51 000 dans le secteur secondaire et 229 000 dans le secteur tertiaire, soit une croissance de 5,0% et de 10,4% respectivement. L'emploi s'est accru le plus fortement dans le domaine de la «santé et de l'action sociale» (+89 000 ou +29,6%) ainsi que dans les «services spécialisés, scientifiques et techniques» (+39 000 ou +17,2%). Il a reculé dans certaines branches économiques: les plus lourdes pertes concernent la branche «industrie du papier, imprimerie» (–9500 ou –18,7%) et l'«industrie du textile, de l'habillement et du cuir» (–4800 ou –20,8%). Les petites et moyennes entreprises (PME), à savoir celles comptant moins de 250 emplois, continuent de dominer le paysage économique suisse. En 2008, elles représentent 99,6% des entreprises marchandes et deux tiers des emplois de ces dernières.

Taille des entreprises¹, en 2008



Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

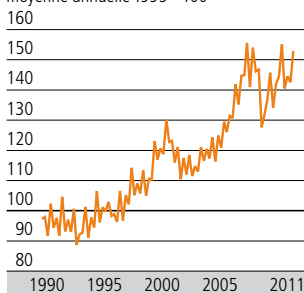
selon la NOGA 2008, en milliers	2008	
	Entreprises	Emplois
Total	312,9	3 494,1
Secteur secondaire	73,1	1 063,2
dont:		
Industries extractives	0,2	4,4
Industries alimentaires et du tabac	2,2	66,5
Industries du textile et de l'habillement	1,6	18,3
Industries du bois et du papier; imprimerie	9,1	80,5
Industrie pharmaceutique	0,2	35,2
Fabrication de produits métalliques	7,5	109,3
Fabrication de produits informatiques et électroniques; horlogerie	2,2	115,6
Fabrication d'équipements électriques	0,8	42,1
Production et distribution d'énergie	0,4	24,4
Construction de bâtiments et génie civil	5,3	103,3
Secteur tertiaire	239,8	2 430,8
dont:		
Commerce de gros	19,8	202,5
Commerce de détail	34,7	369,3
Hébergement	4,8	76,8
Restauration	20,8	149,7
Activités informatiques et services d'information	11,2	70,5
Activités des services financiers	1,6	131,3
Activités d'architecture et d'ingénierie	18,1	93,7
Activités de services administratifs et de soutien	11,2	140,0
Activités pour la santé humaine	16,7	263,5

Créations d'entreprises, en 2010

Divisions économiques (NOGA 2008)	Entreprises créées	Emplois créés	Emplois à plein temps créés	Emplois à temps partiel créés
Total	12 596	23 482	15 457	8 025
Secteur secondaire	2 039	4 332	3 378	954
Industrie et énergies	622	1 379	1 021	358
Construction	1 417	2 953	2 357	596
Secteur tertiaire	10 557	19 150	12 079	7 071
Commerce et réparations	2 396	4 397	2 796	1 601
Transports et entreposage	340	641	480	161
Hébergement et restauration	267	886	467	419
Information et communication	1 085	1 782	1 308	474
Activités financières et assurances	729	1 496	1 131	365
Activités immobilières et de services	1 304	2 471	1 375	1 096
Activités spécialisées et scientifiques	2 927	4 668	3 175	1 493
Enseignement	246	424	178	246
Santé et action sociale	553	1 171	522	649
Arts et activités récréatives	262	479	252	227
Autres activités de services	448	735	395	340

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 1995=100



La production dans le secteur secondaire (sans la construction) a dans l'ensemble progressé de 50% entre 1990 et 2011. L'évolution de ce secteur dépend beaucoup de la conjoncture économique. Ainsi, elle a diminué dans les années de récession 2002 et 2003 pour repartir à la hausse en 2004, lorsque la conjoncture s'est rétablie. Elle s'est à nouveau amoindrie à fin 2008, suite à la crise financière mondiale. Mais la situation en 2010 a commencé à s'améliorer. En 2011, la production suisse a à nouveau atteint le niveau de l'indice de 2007.

Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

		2007	2008	2009	2010	2011
Total	nominal	3,6	4,6	-0,2	1,9	-1,2
	réel	4,2	3,5	0,4	3,2	1,2
dont:						
Alimentation, boissons, tabac et articles pour fumeurs	nominal	2,9	7,7	1,6	2,3	-0,5
	réel	2,1	4,5	1,4	3,1	2,1
Vêtements, chaussures	nominal	4,3	0,9	-1,6	2,0	-4,0
	réel	4,0	-3,0	-4,1	0,9	-5,6
Carburants	nominal	4,4	9,8	-15,2	2,2	4,7
	réel	1,9	2,3	-2,9	-5,7	-1,4
Total hors carburants	nominal	3,5	4,3	0,7	1,9	-1,6
	réel	4,0	2,9	0,7	2,9	0,6

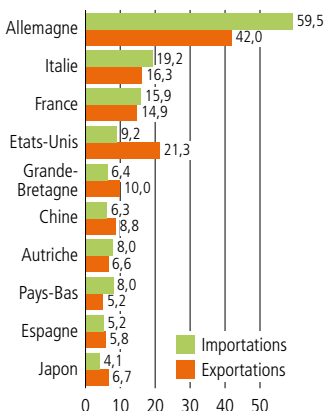
Coût du travail

Le coût du travail comprend l'ensemble des frais incombant aux employeurs pour l'emploi de leur main-d'œuvre; il représente en général la plus grande partie des coûts de production. En Suisse en 2010, il se répartit de la manière suivante: 83,7% reviennent aux salaires et traitements, 15,0% aux cotisations des employeurs aux assurances sociales et 1,3% aux coûts pour la formation professionnelle, le recrutement du personnel et les frais divers (total secteurs II et III).

Le coût du travail est un indicateur essentiel de l'attractivité d'une place économique. Il varie fortement d'un pays à l'autre. Une comparaison des entreprises de 10 employés et plus de l'industrie et des services marchands montre qu'avec des coûts horaires de 41,05 € (56,66 francs) en moyenne en 2010, la Suisse arrive en tête du classement devant le Danemark (38,44 €), la Belgique (37,70 €), la Suède (35,99 €) et la France (33,15 €).

Commerce extérieur: les principaux partenaires, en 2011

en milliards de francs



Le commerce extérieur représente une part importante du produit intérieur brut de la Suisse. En 2011 ses principaux partenaires commerciaux sont les pays industrialisés, qui ont absorbé 73% des exportations et ont fourni 86% des importations. L'UE occupe à cet égard une place essentielle (56,9% des exportations, 78% des importations).

Commerce extérieur: les principaux biens

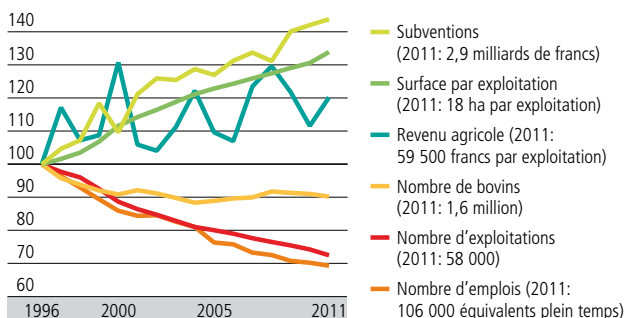
en millions de francs

	Importations			Exportations		
	1990	2010	2011	1990	2010	2011
Total	96 611	183 436	184 540	88 257	203 484	208 203
dont:						
Produits de l'agriculture et de la sylviculture	8 095	13 398	13 319	2 998	8 498	8 439
Textiles, habillement, chaussures	8 806	8 956	8 880	4 984	3 386	3 249
Produits chimiques	10 625	37 787	37 435	18 422	75 909	74 647
Métaux	9 025	14 379	14 715	7 537	12 739	13 034
Machines, électronique	19 794	31 438	30 680	25 527	36 435	36 889
Véhicules	10 230	16 581	16 838	1 485	4 013	4 672
Instruments, horlogerie	5 786	18 620	18 088	13 330	36 971	41 254

Les terres agricoles et les forêts occupent respectivement 37% et 31% du territoire suisse. Le paysage est donc largement façonné par l'agriculture et la sylviculture. Non seulement ces activités produisent des aliments, des matériaux de construction ou de l'énergie renouvelable, mais elles sont aussi importantes pour le maintien d'une activité économique décentralisée, pour la protection de la diversité paysagère et la biodiversité. En 2011, la contribution cumulée de ces deux branches à la valeur ajoutée brute de l'économie suisse était de 0,8%.

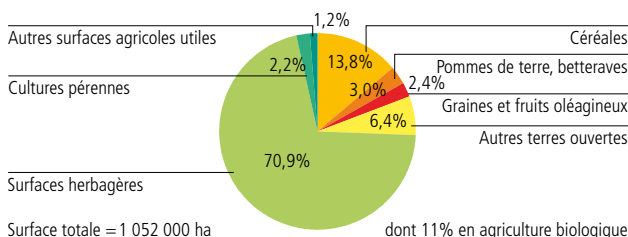
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile, en 2011

sans les alpages

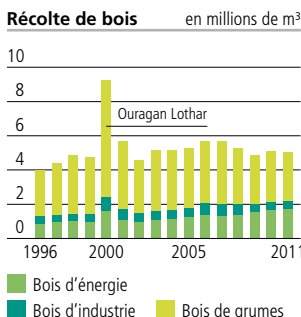


Valeur de production¹ de l'agriculture, en 2011

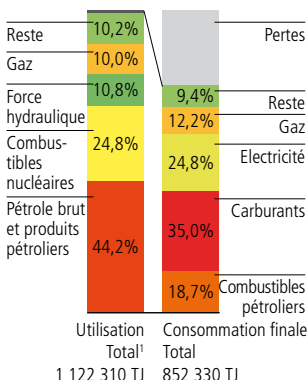
	en %
Produits végétaux	42,6
Céréales	3,8
Plantes fourragères	9,5
Produits maraîchers et horticoles	14,2
Fruits et raisin	5,6
Vins	4,2
Autres produits végétaux	5,2
Animaux et produits animaux	47,4
Bovins	12,2
Porcins	8,7
Lait	21,2
Autres animaux et produits animaux	5,2
Services agricoles	6,5
Activités secondaires non agricoles	3,5

¹ Valeur totale = 10,2 milliards de francs

Récolte de bois



Utilisation totale et consommation finale d'énergie, en 2011



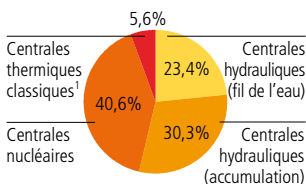
¹ Sans le solde importateur d'électricité (0,8%)

Consommation en hausse

La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc. se traduit par une utilisation accrue d'énergie, malgré les progrès réalisés dans le domaine de l'efficacité énergétique. Les transports, qui absorbent plus d'un tiers de l'énergie finale, constituent la catégorie de consommateurs la plus importante.

Plus des deux tiers de la consommation finale d'énergie sont couverts par les combustibles fossiles: 19,0% proviennent d'énergies renouvelables, principalement de l'énergie hydraulique.

Production d'électricité par catégorie de centrale, en 2011



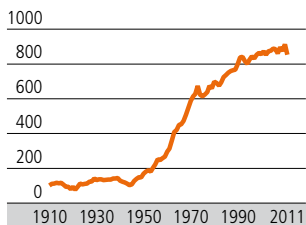
Total: 62,9 milliards kWh

¹ Y.c. centrales chaleur-force et diverses énergies renouvelables

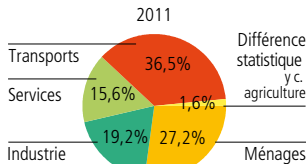
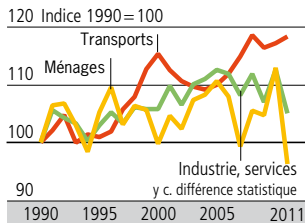
Energies renouvelables, en 2011

Part de la consommation finale	en %
Total	19,00
Force hydraulique	11,64
Energie solaire	0,30
Chaleur ambiante	1,22
Energie de la biomasse (bois et biogaz)	4,15
Energie éolienne	0,03
Part renouvelable des déchets	1,33
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,22
Carburants biogènes	0,09

Consommation finale d'énergie en milliers de TJ



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Energie

► www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Thèmes → Statistiques de l'énergie

Dépenses dans la construction	en millions de francs, aux prix de 2000				
	1980	1990	2000	2010	2011
Total	34 198	47 588	43 708	49 232	50 414
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	15 956	16 272
Génie civil	6 791	7 740	10 060	9 648	9 678
dont routes	...	...	5 221	4 738	4 551
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	6 308	6 594
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	33 276	34 142
dont logements	...	...	17 147	22 991	23 701

Construction de logements

	1980	1990	2000	2010	2011
Nouveaux bâtiments	20 806	16 162	16 962	14 736	14 993
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	9 387	9 338
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	43 632	47 174
d'une pièce	2 122	2 010	528	725	775
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	3 913	5 704
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	10 608	12 107
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	15 438	15 987
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	12 948	12 601

Parc de logements

	1980	1990	2000	2010	2011
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	4 079 060 ²	4 131 342
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	0,94 ¹	0,94 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

2 Depuis 2009, le nombre de logements est tiré de la statistique des bâtiments et des logements (StatBL)

Vers des logements plus spacieux ...

Le nombre des logements augmente plus vite que l'effectif de la population. De 1990 à 2000, il a progressé de 8%, alors que le nombre d'habitants augmentait de 6%. Le nombre moyen de personnes par logement habité a de ce fait fléchi de 2,4 à 2,3. Parallèlement, la surface moyenne d'habitation est passée de 39 m² à 44 m² par personne.

... et vers un essor de la maison individuelle

De 1970 à 2011, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 58%. Celles-ci représentent en 2011 62% des bâtiments d'habitation nouvellement construits. Pourtant, la politique d'aménagement du territoire ne favorise pas cet essor, pas plus que la raréfaction des terrains à bâtir.

Les hauts bâtiments sont rares

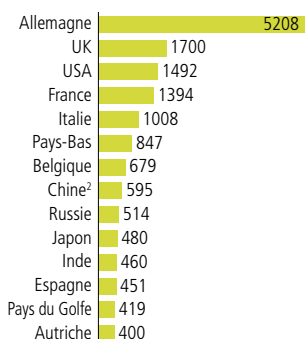
Parmi les maisons à plusieurs logements et les bâtiments d'habitation avec usage annexe, deux tiers (66%) comptent moins de quatre niveaux. Seuls 6% des bâtiments d'habitation considérés peuvent être qualifiés de hauts bâtiments comportant à la fois plus de cinq niveaux et plus de six logements. Ces bâtiments se situent avant tout dans les régions urbaines et principalement (64%) dans les cinq plus grandes agglomérations du pays. Si les hauts bâtiments sont définis comme des maisons à plusieurs logements ou des bâtiments d'habitation avec usage annexe comportant à la fois plus de neuf niveaux et plus de neuf logements, leur part ne représente alors plus que 0,4% des bâtiments d'habitation considérés. Ils sont plutôt une exception en Suisse. Il n'y a pratiquement pas de hauts bâtiments dans les régions rurales.

Principaux indicateurs du tourisme

	2009	2010	2011
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	273 974	275 193	273 969
Demande: arrivées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	15 564	16 203	16 229
Terrains de camping	1 050	932	907
Auberges de jeunesse	476	471	453
Demande: nuitées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	35 589	36 208	35 486
Hôtes de l'étranger en %	57	56	56
Terrains de camping	3 654	3 281	3 057
Hôtes de l'étranger en %	47	47	44
Auberges de jeunesse	946	939	905
Hôtes de l'étranger en %	42	42	42
Durée de séjour nuits			
Hôtels et établissements de cure	2,3	2,2	2,2
Terrains de camping	3,5	3,5	3,4
Auberges de jeunesse	2,0	2,0	2,0
Taux brut d'occupation des hôtels et établis. de cure			
en % des lits recensés ¹	35,6	36,0	35,5
Balance touristique en millions de francs			
Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	15 377	15 550	15 577 ^p
Dépenses des Suisses à l'étranger	11 847	11 644	12 393 ^p
Solde	3 530	3 907	3 183 ^p

1 Total des lits recensés dans les établissements (ouverts ou temporairement fermés) en moyenne annuelle

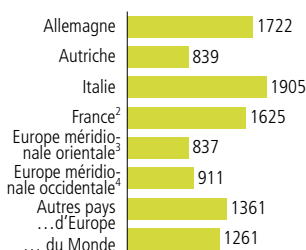
Nuitées effectuées par les hôtes de l'étranger en Suisse¹, en 2011



1 en milliers, sans la parahôtellerie

2 sans Hongkong

Destinations de voyage à l'étranger des Suisses¹, en 2011



1 Population résidente permanente, voyages à l'étranger avec nuitées en milliers; total: 10,5 millions

2 Inclus les départements d'Outre-mer et Monaco

3 Grèce, Turquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Slovaquie, Monténégro, Kosovo, Roumanie, Bulgarie, Macédoine

4 Espagne, Portugal, Andorre, Gibraltar

Comportement en matière de voyages

85,1% des personnes vivant en Suisse ont accompli en 2011 au moins un voyage privé avec nuitées. Plus précisément, chaque personne a entrepris en moyenne 2,5 voyages avec nuitées et 9,9 voyages d'une journée. Plus de la moitié (60%) des voyages avec nuitées étaient des voyages de longue durée (4 nuitées et plus). Les voyages à l'étranger ont représenté 64% des voyages avec nuitées et 13% des voyages d'un jour.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Tourisme

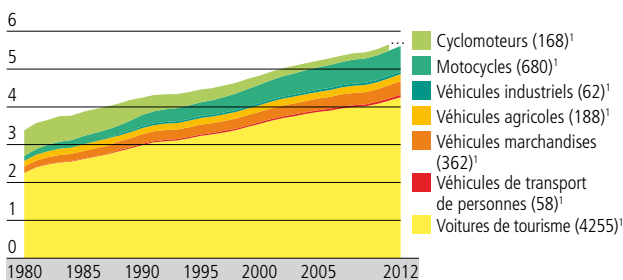
Infrastructures

Près d'un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure est consacré aux transports (selon la statistique de la superficie 1992/97).

En 2011, le réseau routier totalisait 1799 km de routes nationales (dont 1415 km d'autoroutes) et 18 027 km de routes cantonales, à quoi s'ajoutent 51 638 km de routes communales (état en 1984). La longueur totale du réseau ferroviaire s'étendait à 5124 km.

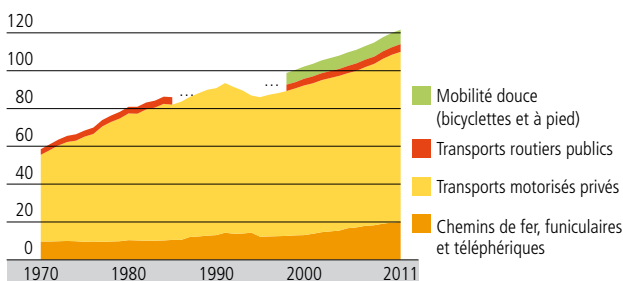
Parc de véhicules à moteur

en millions



Prestations du transport de personnes

en milliards de personnes-kilomètres par an



Mobilité journalière, en 2010

Moyenne par personne et par jour¹

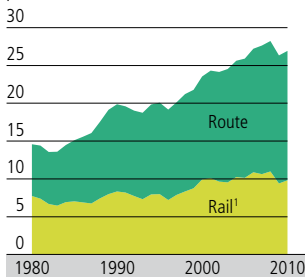
	Distance en km	Durée en min. ²		Distance en km	Durée en min. ²
Total	36,7	83,4	Moyens de transport		
Motifs de déplacement			Marche	2,0	31,4
Travail et formation	10,9	20,5	Bicyclette	0,8	3,8
Achats	4,7	11,8	Cyclomoteur	0,0	0,2
Services et accompagnement	1,8	3,1	Motocycle	0,5	0,9
Déplacements professionnels	2,5	3,9	Voiture	23,8	33,2
Loisirs	14,7	40,5	Bus/Tram	1,4	4,8
Autres	2,1	3,6	Car postal	0,1	0,3
			Train	7,1	6,4
			Autres	0,9	2,4

1 Mobilité journalière en Suisse de la population résidente permanente âgée de 6 ans ou plus

2 Temps de trajet: sans les temps d'attente et de correspondance

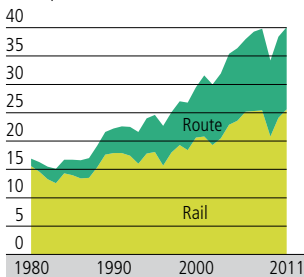
Transports de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an

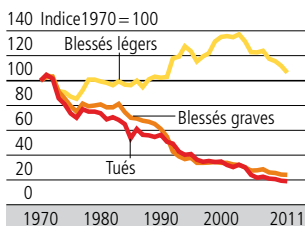


1 Tonnes-kilomètres nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

A travers les Alpes, en millions de tonnes nettes par an



Victimes d'accidents de la route



Victimes par mode de transport, en 2011

Trafic routier	
Tués	320
Blessés graves	4 437
Blessés légers	18 805
Trafic ferroviaire	
Personnes tuées	13
Aviation civile	
Tués en Suisse	13

Trafic pendulaire

En 2010, près de 7 personnes sur 10 travaillaient hors de leur commune de domicile (contre seulement 5 en 1990). 53% de ces pendulaires intercommunaux se déplacent à l'intérieur d'une même agglomération, tandis que 11% vivent dans une région rurale mais travaillent dans une agglomération.

Sur l'ensemble des cantons, celui de Zurich présentait en 2010 le solde positif de pendulaires le plus marqué en termes absolus: le nombre de personnes qui s'y rendent dépasse de plus de 82 000 personnes celui des personnes qui en sortent. Si l'on rapporte les soldes de pendulaires à la population active occupée de chaque canton, on constate que Bâle-Ville est un canton pourvoyeur d'emplois typique, tandis que Schwytz, Bâle-Campagne, Nidwald, Fribourg, Thurgovie et Argovie affichent plutôt des profils de «cantons-dortoirs».



	Année	Suisse	Allemagne	Grèce
Habitants (début de l'année) en milliers	2011	7 870	81 752	11 310
Habitants par km ²	2010	196	229	86
Pourcentage des moins de 20 ans	2011	20,9	18,4	19,4
Pourcentage des plus de 64 ans	2011	16,9	20,6	19,3
Population étrangère, en % de la population	2011	22,4	8,8	8,5
Naissances vivantes pour 1000 habitants	2010	10,3	8,3	10,2
Naissances hors mariage en %	2010	18,6	33,3	7,3
Espérance de vie ¹ des femmes en années	2010	84,8	80,5	80,6
Espérance de vie ¹ des hommes en années	2010	80,2	78,0	78,4
Surface totale en km ²	2009	41 285	357 113	120 168
Surface agricole en % de la surface totale	2009	36,9	51,7	35,4
Surface forestière en % de la surface totale	2009	30,8	33,9	33,4
Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO ₂ (t par habitant)	2010	6,9	11,5	10,5
Taux d'actifs occupés	2011	79,3	72,5	55,6
Taux de femmes actives occupées	2011	73,2	67,7	45,1
Taux d'hommes actifs occupés	2011	85,3	77,3	65,9
Taux de sans-emploi (15+) au sens du BIT	2011	4,0	5,9	17,7
Femmes	2011	4,4	5,6	21,4
Hommes	2011	3,7	6,2	15,0
15 – 24 ans	2011	7,7	8,6	44,4
Longue durée (15 – 74)	2011	36,0	48,0	49,6
Produit intérieur brut, par habitant, en SPA ²	2011	39 300	30 300	20 700
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	2011	0,1	2,5	3,1
Consommation brute d'énergie, en tonnes d'équivalent de pétrole brut par habitant	2010	3,5	4,1	2,6
Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute en %	2010	19,4	11,0	9,2
Lits dans les hôtels et établissements de cure pour 1000 habitants	2011	34,8	21,4	67,5
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2010	518	511	...
Accidents de la route: tués par mio. d'habitants	2008	42	54	139
Longueur du réseau routier en km	2009	71 457	...	...
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2010	24,2	29,4	28,2
Médecins pratiquant pour 100 000 habitants	2010	61	157	30
Coûts du système de santé en % du PIB	2010	6,6	9,5	8,2
Mortalité infantile ³	2010	3,8	3,4	3,8
Jeunes (18 – 24) sans formation post-obligatoire en %	2011	32,4	38,1	21,2
Personnes (25 – 64) avec une formation achevée la plus élevée: degré tertiaire en %	2011	35,3	27,6	25,4
Dépenses publiques pour l'éducation % du PIB	2011	5,6	5,1	...
Risque de pauvreté en %	2011	7,8	7,7	11,9
Revenu médian équivalent net en SPA ²	2010	22 894	18 258	11 548
Part des coûts du logement relative aux revenus des ménages en %	2011	25,8	28,3	32,3

1 A la naissance

2 Standard de pouvoir d'achat

3 Enfants morts pendant leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes



Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Autriche	Suède	Roy.-Uni	UE-27
46 153	65 048	60 626	16 656	8 404	9 416	62 499	502 575
92	103	201	492	102	23	...	117
19,9	24,6	18,9	23,5	20,6	23,2	23,7	21,2
17,1	16,7	20,3	15,6	17,6	18,5	16,7	17,5
12,3	5,9	7,5	4,0	10,8	6,6	7,2	6,6
10,6	12,9	9,3	11,1	9,4	12,4	13,0	...
35,5	55,0	21,5	44,3	40,1	54,2	46,9	...
82,3	81,9	...	81,0	80,8	81,6	80,7	...
79,1	78,3	...	78,9	77,9	79,6	78,7	...
493 501	548 763	301 392	37 357	83 920	449 159	244 436	...
52,9	54,2	51,4	55,0	38,2	8,1	65,1	...
31,9	31,7	33,2	11,9	47,0	66,0	14,8	...
7,7	8,0	8,3	12,6	10,1	7,0	9,4	9,4
57,7	63,8	56,9	74,9	72,1	74,1	69,5	64,3
52,0	59,7	46,5	69,9	66,5	71,8	64,5	58,5
63,2	68,1	67,5	79,8	77,8	76,3	74,5	70,1
21,7	9,6	8,4	4,4	4,2	7,5	8,0	9,7
22,2	10,2	9,6	4,4	4,3	7,5	7,3	9,8
21,2	9,1	7,6	4,5	4,0	7,6	8,7	9,6
46,4	22,9	29,1	7,6	8,3	22,9	21,1	21,4
41,6	41,4	51,9	33,5	25,9	18,6	33,5	42,9
24 700	27 000	25 300	32 900	32 299	31 800	27 300	25 200
3,1	2,3	2,9	2,5	3,6	1,4	4,5	3,1
2,8	4,1	2,9	5,2	4,1	5,5	3,4	3,5
13,8	12,9	10,1	3,8	30,1	47,9	3,2	12,5
39,8	19,2	37,1	12,8	70,7	23,9	22,6	...
480	...	606	464	528	460	...	...
68	67	79	41	81	43	43	78
151 396	1 030 010	242 383	...	108 510	144 984	416 001	...
25,2	32,0	28,6	30,2	29,5	29,9	27,1	28,2
75	159	...	...	158	...	80	...
7,2	9,2	7,3	10,6	7,4	7,4	8,6	8,3
3,2	3,6	3,4	3,8	3,9	2,5	4,3	...
42,6	21,6	35,5	31,2	27,4	26,1	20,4	30,0
31,6	29,8	14,9	32,1	19,3	35,2	37,0	26,8
5,0	5,9	4,7	5,9	6,0	7,3	5,7	5,4
12,3	7,6	10,7	5,5	5,4	6,9	7,9	8,9
12 894	18 053	15 425	18 877	20 059	18 496	16 856	...
19,8	18,1	17,1	29,1	18,1	21,8	28,5	22,5

Bilans et bénéfices des banques à la fin de 2011

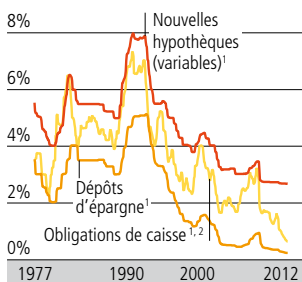
Catégories	Nombre d'établissements		Bilan		Bénéfice ann.		Perte ann.	
	1990	2011	en mio. de fr.	variation ¹	en mio. de fr.		en mio. de fr.	
Total	625	312	2 792 935	2,9	13 510		512	
Banques cantonales	29	24	449 385	6,6	2 303		–	
Grandes banques	4	2	1 466 696	–1,0	6 717		–	
Banques régionales, caisses d'épargne	204	66	101 117	5,3	451		–	
Banques Raiffeisen	2	1	155 889	5,9	595		–	
Autres banques	218	174	508 637	2,4	2 941		391	
Filiales de banques étrangères	16	32	56 813	128,1	203		122	
Banques privées	22	13	54 398	18,8	299		–	

¹ Variation totale en % par rapport à l'année précédente

Structure du bilan des banques, en 2011

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	51,0
Liquidités	9,3
Créances résultant de papiers monétaires	2,8
Créances sur les banques	21,5
Créances envers clients	18,4
Créances hypothécaires	29,0
Portefeuilles de titres destinés au négoce	6,4
Placements financiers	4,4
Participations	2,3
Immobilisations	0,8
Autres	5,0
Passifs	
Total	100
dont étranger	53,3
Engagements résultant de papiers monétaires	4,1
Engagements envers les banques	17,2
Fonds de la clientèle	66,4
Engagements sous forme d'épargne et de placement	17,5
Autres engagements à vue	22,9
Autres engagements à terme	12,1
Obligations de caisse	1,2
Prêts sur lettres de gage et emprunts	12,7
Fonds propres	5,5
Autres	6,8

Taux d'intérêt



¹ Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

² Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2007	2009	2011
\$ 1	1,200	1,085	0,887
¥ 100	1,019	1,161	1,113
€ 1	1,643	1,510	1,234
£ 1	2,401	1,696	1,421

¹ Cours d'achat des banques, moyenne annuelle

Assurances privées, en 2011
en millions de francs

Branche d'assurance	Recettes ¹	Dépenses ¹
Total	103 408	80 395
Assurance-vie	32 686	29 241
Assurance-accidents/ dommages	45 370	28 901
Réassurance	25 352	22 253

¹ A l'intérieur et à l'extérieur du pays

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Banques, assurances

► www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)

► www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers) → assurances privées

Les trois niveaux du système de protection sociale

Le système suisse de protection sociale est structuré en trois niveaux:

- Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et comportent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.
- Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.
- Enfin, le troisième niveau englobe toutes les prestations sociales sous condition de ressources. Ces prestations sociales sous condition de ressources forment le dernier maillon dans notre système de protection sociale. On ne peut y recourir que lorsque des prestations d'autres assurances sociales ne sont pas disponibles ou qu'elles sont épuisées. En outre, de telles prestations présupposent une situation de besoin. Elles ne sont accordées qu'à des personnes se trouvant dans une situation économique difficile.

En amont de l'aide sociale, il existe d'autres prestations sous condition de ressources (niveau 3) visant à prévenir la dépendance à l'aide sociale. Ces dernières sont différenciées entre les aides garantissant l'accès au service public (par ex. bourses d'études ou aide juridique gratuite) et les prestations qui complètent soit les versements des assurances sociales lorsque celles-ci sont insuffisantes ou épuisées soit les assurances privées insuffisantes.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2010, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 153 milliards de francs. Sur ce montant, 139 milliards de francs ont été investis dans les prestations sociales proprement dites. Environ 80% de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (donc le deuxième niveau du système de protection sociale).

Protection sociale: dépenses et recettes

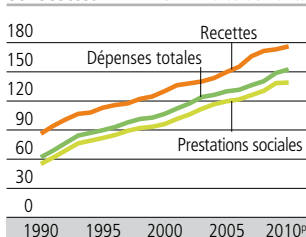
en milliards de francs sans doubles comptages

	1990	1995	2000	2009	2010 ^p
Dépenses totales	61,8	89,7	106,5	148,9	152,7
dont prestations sociales	55,0	81,7	96,3	138,3	138,9
Recettes	86,1	113,0	130,2	173,2	176,3
Taux de dépenses sociales ¹	19,1	23,4	24,6	26,9	26,6

¹ Dépenses totales par rapport au PIB

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales par fonction, en 2010^p

	en %
Vieillesse	44,3
Maladie/soins de santé	27,3
Invalidité	11,1
Survie	4,5
Famille/enfants	5,2
Chômage	4,3
Exclusion sociale	2,8
Logement	0,5

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale: la vieillesse, la maladie et l'invalidité absorbent ensemble plus de quatre cinquième des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires, en 2011

en milliers

AVS: rentes vieillesse	2031,3	PP ² : rentes d'invalidité	133,2
AVS: rentes complémentaires	63,1	PP ² : autres rentes	69,8
AVS: rentes survivants	162,4	AI: rentes d'invalidité	275,8
PC à l'AV ¹	175,7	AI: rentes complémentaires	92,0
PC à l'AS ¹	3,4	PC à l'AI	108,5
PP ² : rentes vieillesse	599,9	AA ³ : rentes survivants	22,2
PP ² : rentes de veufs/veuves	177,3	AA ³ : rentes d'invalidité	85,1
		AC ⁴	288,5

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

2 Prévoyance professionnelle (chiffres 2010)

3 Assurance-accidents

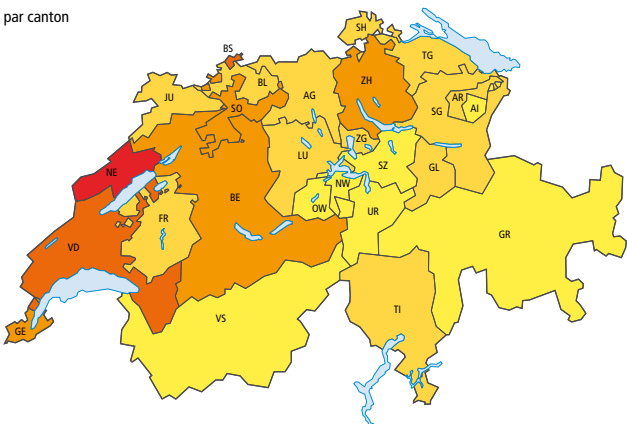
4 Assurance-chômage

Assurance-maladie

Les primes cantonales moyennes annuelles par assuré dans l'assurance-maladie obligatoire ont passé de 1917 à 3005 francs entre 2001 et 2011. En 2011, la prime annuelle moyenne se montait à 3563 francs par année pour les adultes, à 2952 francs pour les jeunes adultes et à 918 francs pour les enfants. On observe cependant ici d'importantes disparités entre les cantons. En 2011, cette prime atteint en moyenne 4213 francs dans le canton de Bâle-Ville et 2101 francs dans celui d'Appenzell Rhodes-Intérieures.

Taux d'aide sociale, en 2011

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

< 1,5
 1,5 – 2,9
 3,0 – 4,4
 4,5 – 5,9
 ≥ 6,0
 CH: 3,0

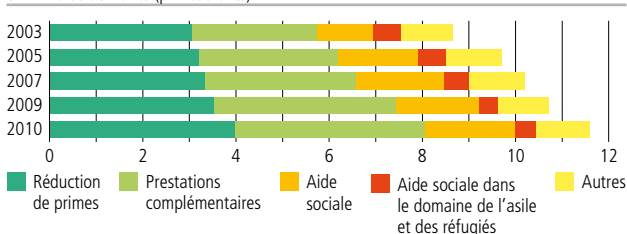
Des dépenses en progression

En 2010, les prestations sociales sous condition de ressources ont coûté 11,6 milliards de francs nets en Suisse, soit environ 878 millions de francs de plus qu'en 2009 (+8,2%). Ces dépenses sont imputables pour un tiers aux prestations complémentaires à l'AVS/AI (4,1 milliards de francs) et pour un tiers à des réductions de primes de l'assurance-maladie obligatoire (4,0 milliards de francs). Arrivent ensuite les dépenses de l'aide sociale au sens strict, d'un montant net de 1,9 milliard de francs. Au total, les dépenses de l'aide sociale ont progressé de 10,0% en termes nominaux par rapport à l'année précédente.

Les dépenses moyennes par bénéficiaire de l'aide sociale ont augmenté de 9,5% de 2009 à 2010, passant de 7698 francs à 8427 francs.

Les prestations sociales sous condition de ressources sont financées principalement par les cantons. En 2010, ces derniers ont pris en charge 44,6% des dépenses nettes de l'aide sociale; la Confédération en a financé 31,6% (réductions de primes de l'assurance-maladie obligatoire, PC et aide sociale dans le domaine de l'asile et des réfugiés, etc.) et les communes 23,5%.

Dépenses nettes pour les prestations sociales sous condition de ressources en milliards de francs (prix courants)



Aide sociale

236 133 personnes, soit 3,0% de l'ensemble de la population, ont perçu une aide sociale en 2011. On observe des disparités importantes entre régions: les grandes villes et celles de taille moyenne présentent les taux les plus élevés. Dans les grands centres urbains, les types de population dépendant le plus fortement de l'aide sociale, comme les familles monoparentales, les personnes de nationalité étrangère ou les chômeurs sont surreprésentés. Le risque de dépendre de l'aide sociale varie beaucoup selon l'âge, la structure familiale et la nationalité des personnes.

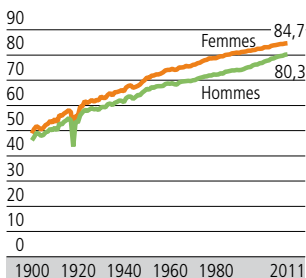
Le taux d'aide sociale est le plus élevé chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. De manière générale, il tend à diminuer avec l'âge. Les familles monoparentales sont particulièrement exposées au risque de dépendre de l'aide sociale. En Suisse, près d'un ménage sur six dans lequel un parent élève seul les enfants dépend de l'aide sociale.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Protection sociale

Taux d'aide sociale, en 2011 en %

Total	3,0
Classes d'âge	
0 – 17 ans	4,9
18 – 25 ans	3,7
26 – 35 ans	3,6
36 – 45 ans	3,3
46 – 55 ans	3,0
56 – 64 ans	2,2
65 – 79 ans	0,2
80 ans et plus	0,3
Personnes de nationalité suisse	2,1
Hommes	2,2
Femmes	2,0
Personnes de nationalité étrangère	6,0
Hommes	5,7
Femmes	6,3

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et post-infantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 3,5 an depuis 1991, chez les hommes de 6,2 ans (2011). Ces derniers

décèdent plus souvent prématurément (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites de cardiopathies ischémiques, d'accidents ou d'actes de violence et de cancers des poumons.

Etat de santé

En 2007, 88% des hommes et 85% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 3% des hommes et des femmes se disaient en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle et quotidienne. En moyenne, une personne est absente de son travail pour cause de maladie ou d'accident 9 jours par année.

Maladies infectieuses¹, en 2011

Infections gastro-intestinales graves	9 199
Méningite	74
Hépatite B	72
Tuberculose	580
SIDA	118

¹ Nouveaux cas

Accidents, en 2011

	Hommes	Femmes
Professionnels	208 596	63 349
Non professionnels	311 913	197 877

Handicapés¹, en 2011

Degré d'invalidité	Hommes	Femmes
40–49%	5 904	6 797
50–59%	18 772	18 967
60–69%	8 603	7 452
70–100%	94 360	77 478

¹ Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès, en 2010

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	30 283	32 366	577,0	376,0
dont:				
Maladies infectieuses	360	354	7,0	4,3
Tumeurs malignes	9 054	7 223	176,0	111,0
Appareil circulatoire	9 924	12 035	181,0	116,0
Cardiopathies ischémiques	4 351	3 963	80,4	38,4
Maladies cérébro-vasculaires	1 589	2 250	28,3	22,4
Appareil respiratoire, toute formes	2 007	1 719	36,0	18,6
Accidents et traumatismes	2 112	1 454	45,6	20,4
Accidents, toutes formes	1 303	1 110	27,2	13,1
Suicides	723	281	16,5	6,2

¹ pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2010	2011
pour 1000 enfants nés vivants	15,1	9,1	6,8	4,9	3,8	3,8

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2007

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. La plupart d'entre eux n'en consomment qu'à quelques reprises ou de manière occasionnelle. En 2007, environ 7% des 15 à 39 ans consommaient du cannabis, contre seulement 4% en 1992. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important que celle de drogues illégales: la population compte quelque 28% de fumeurs, soit 24% des femmes et 32% des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, notamment chez les 35 à 44 ans, plus particulièrement chez les hommes (hommes de 35 à 44 ans: de 41% à 32%; femmes: de 31% à 27%). La consommation quotidienne d'alcool a reculé, tombant à 14% (contre 21% en 1992).

Prestations, en 2007

	en % ¹	
	Hommes	Femmes
Ont consulté un médecin	73,4	86,2
Ont séjourné à l'hôpital	10,7	12,2
Aide et soins à domicile	1,4	3,6

1 Population de 15 ans et plus

Médecins et dentistes

	pour 100 000 habitants	
	1990	2011
Médecins ayant un cabinet ¹	153	204
Dentistes	48	52

1 Dès 2008, médecins avec activité principale dans le secteur ambulatoire

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus, en 2011

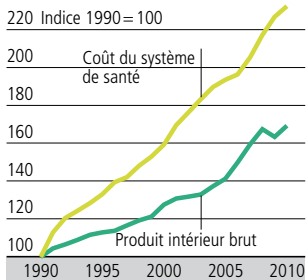
	en % ¹		
	Total	Hommes	Femmes
15–59 ans	10,8	9,1	12,7
60–79 ans	26,1	28,8	23,8
80+ ans	47,8	54,1	44,3

1 du groupe de population concerné

Institutions médico-sociales

	en milliers	
	2006	2011
Nombre de clients: total	176,9	190,3
dont:		
Clients ≥ 80 ans	98,4	106,3
Hommes	24,9	27,2
Femmes	73,5	79,0

Coûts de la santé



En 2010, les dépenses pour la santé ont représenté 10,9% du produit intérieur brut, contre 7,9% en 1990. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.). Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population.

	en millions de francs	
	2000	2010
Total	42 843	62 495
Soins en milieu hospitalier	19 787	28 364
Soins ambulatoires	12 926	20 335
dont:		
médecins	6 183	8 901
dentistes	2 845	3 790
Aide et soins à domicile	889	1 585
Services auxiliaires ¹	1 430	2 042
Biens de santé ²	5 475	7 304
dont:		
par les pharmacies	3 298	4 207
par les médecins	1 345	1 848
Prévention	1 014	1 471
Administration	2 210	2 979

1 P. ex. examens en laboratoire, radiologie, transport
2 Médicaments et appareils thérapeutiques

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte, dans le degré secondaire I, deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes, et la durée totale de l'enseignement pendant les neuf années d'école obligatoire varie entre 7100 et 8900 heures par élève.

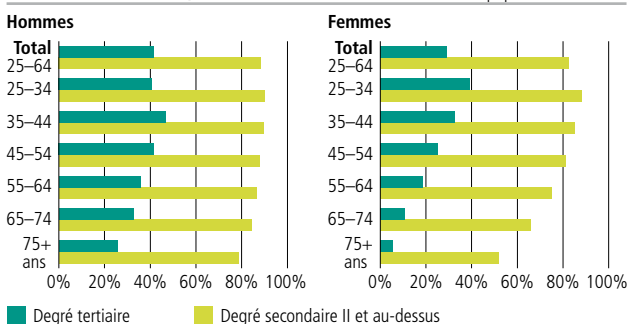
Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: outre une réalisation du concordat HarmoS (accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire) dans certains cantons, les cantons ont également procédé à des réformes au-delà du degré obligatoire: les structures existantes au niveau national ont été revues (introduction de la maturité professionnelle, création des hautes écoles spécialisées, mise en œuvre de la réforme de Bologne). Alors que la demande de formation croissait en parallèle, les écoles de formation générale ont gagné du terrain.

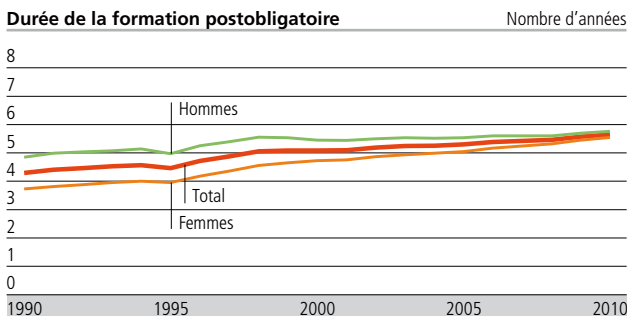
Elèves et étudiants

Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes en %		
	1990/91	2000/01	2010/11	1990/91	2000/01	2010/11
Total	1 291,8	1 441,9	1 528,6	46	48	49
Préscolarité	139,8	156,4	148,6	49	49	49
Scolarité obligatoire	711,9	807,3	905,9	49	49	49
Degré primaire	404,2	473,7	432,0	49	49	49
Degré secondaire I	271,6	285,0	288,9	49	50	45
Programmes spéciaux	36,2	48,6	37,3	38	38	52
Degré secondaire II	295,8	307,1	351,3	45	48	37
Degré tertiaire	137,5	162,9	258,6	35	42	48
Hautes écoles universitaires	85,9	121,8	131,5	39	41	55
Hautes écoles spécialisées	...	12,9	75,0	...	41	55
Form. prof. supérieure	36,2	41,1	52,1	33	43	59
Degré indéterminé	6,7	—	12,7	51	—	—

Niveau de formation, en 2011

en % de la population résidente





La participation à la formation augmente

La participation à la formation du degré secondaire II et surtout du degré tertiaire a clairement augmenté durant ces trente dernières années. Cela concerne en particulier les formations qui permettent un accès aux hautes écoles. Ainsi le nombre de maturités professionnelles et générales s'est accru de près de la moitié depuis 2000. Dans les hautes écoles également, le nombre de diplômes a plus que triplé entre 2000 et 2011. Ceci est surtout à mettre sur le compte de la création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques.

Cette évolution a pour conséquence une ostensible élévation du niveau de formation de la population suisse attendue pour ces prochaines années. La part des personnes détentrices d'un diplôme du degré tertiaire au sein de la population âgée de 25 à 64 ans devrait en effet passer de 35% en 2009 à 50% en 2025.

Réduction des différences entre les sexes

Les femmes sont les principales bénéficiaires de l'essor de la formation au cours des dernières décennies. De nos jours, on compte presque autant de femmes que d'hommes qui commencent et qui terminent une formation postobligatoire. Les hommes continuent cependant de suivre des études plus longues et leur taux d'admission au degré tertiaire est plus élevé. Les filles réussissent mieux la scolarité obligatoire: elles redoublent moins souvent, sont plus rarement placées dans une classe spéciale et sont relativement plus nombreuses à fréquenter un programme d'école à exigences élevées au degré secondaire I.

Le choix des filières fait toutefois apparaître des différences particulièrement nettes aussi bien au niveau de la formation professionnelle qu'à celui des hautes écoles: certaines filières sont suivies essentiellement par des femmes ou par des hommes, un fait qui est lié à une conception traditionnelle du rôle social. Bon nombre de professions sont exercées essentiellement par des femmes ou par des hommes. Les hommes sont majoritaires dans l'industrie et l'artisanat, tandis que les femmes prédominent dans la vente et dans les professions de la santé et des soins corporels. Dans le secteur des hautes écoles, les hommes donnent la préférence aux sciences techniques, aux sciences naturelles et à l'économie, les femmes ont une plus grande prédilection pour les sciences humaines, le travail social et les arts appliqués.

Quelques titres de formation, en 2011

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certif. maturité gymnasiale	18 976	57,1
Certif. maturité professionnelle	12 947	46,6
Certif. form. prof. initiale LFP ¹	64 305	45,4
Dipl. école sup. de commerce	3 215	51,0
Degré tertiaire		
Formation prof. supérieure		
Diplôme école supérieure	7 145	45,5
Diplôme fédéral	2 969	23,8
Brevet fédéral	13 141	37,3
Hautes écoles spécialisées		
Diplôme	1 051	50,8
Bachelor	12 436	54,7
Master	2 699	54,3
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	2 207	61,3
Bachelor	12 519	52,4
Master	9 478	50,3
Doctorat	3 488	43,2

1 Y c. attestation fédérale de formation profes.

Enseignants, en 2010/11 Personnel des hautes écoles, en 2011

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Préscolarité	8 186	96,1
Scolarité obligatoire ¹	57 560	71,9
Degré primaire	27 334	81,1
Degré secondaire I	22 040	53,0
Degré secondaire II ²	16 981	40,3
Hautes écoles universitaires	37 430	42,6
Professeurs	3 374	17,6
Autres enseignants	3 107	25,9
Assistants ³	18 562	41,6
Hautes écoles spécialisées	14 197	43,6
Professeurs	4 476	32,6
Autres enseignants	2 519	41,9
Assistants ³	3 020	41,6

1 Sans les programmes d'enseignement spéciaux, comptage double non exclu

2 Formation générale et professionnelle

3 Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation, en 2010

en milliards de francs

Total	30,0
dont rémunération des enseignants	15,6
Préscolarité	1,1
Scolarité obligatoire	12,8
Ecoles spéciales	1,8
Accueil de jour	0,2
Form. professionnelle initiale	3,6
Ecoles de formation générale	2,4
Form. professionnelle supérieure	0,2
Hautes écoles, hautes écoles spécialisées	7,4
Inclassables	0,5

Formation continue

On peut distinguer deux formes de formation continue: la formation non formelle (comme la fréquentation de cours, de séminaires, de leçons privées, de colloques ou conférences) et l'apprentissage informel (lecture de littérature spécialisée, acquisition de connaissances à partir de CD-ROM ou avec des membres de la famille, etc.). La majorité de la population suisse (presque 80% de la population résidente permanente âgée de 25 à 64 ans) a suivi en 2011 au moins une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Il est à relever que l'intégration au marché du travail et le niveau de formation influent positivement sur la participation à la formation continue.

La Suisse est très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et de développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 2,87% de son PIB consacrés à la R-D (2008), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2008, quelque 16,3 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 73%, les hautes écoles pour 24%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 3%.

Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2008, elles y ont consacré près de 15,8 milliards de francs, soit un montant légèrement plus important que les 12 milliards de francs dépensés pour la R-D en Suisse même.

► www.statistique.admin.ch →

Thèmes → Education, science

La presse suisse en pleine mutation

Depuis le début de ce millénaire, le marché suisse de la presse quotidienne s'est profondément transformé. En Suisse alémanique, le journal gratuit «20 Minuten», destiné aux pendulaires, est désormais le quotidien le plus lu, avec près de 1,4 million de lectrices et de lecteurs par édition. Son pendant romand, «20 Minutes», arrive également en tête pour son lectorat, avec 507 000 lectrices et lecteurs. En Suisse italienne, le journal le plus populaire est le «Corriere del Ticino», un titre payant (122 000 lectrices et lecteurs). Le «20 Minuti» en langue italienne, lancé en septembre 2011, compte plus de 70 000 lectrices et lecteurs¹.

¹ Source REMP MACH Basic (2012/II; base: population de 14 ans et plus, lecteurs par édition)

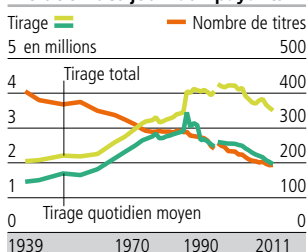
Internet et téléphonie mobile

L'essor de la téléphonie mobile a précédé celui d'internet à la fin du XXe siècle, avant la convergence vers l'internet mobile. Le nombre de raccordements à la téléphonie mobile est passé de 0,1 million en 1990 à 10 millions fin 2011, soit 130 raccordements pour 100 habitants. Le nombre d'utilisateurs réguliers d'internet (plusieurs fois par semaine) âgés de 14 ans et plus est passé de 0,7 million en 1998 à 5 millions en 2012. La convergence se manifeste dans le nombre d'abonnés de téléphonie mobile accédant à internet à large bande (3G+), qui a atteint 4 millions en 2011.

Les 10 plus grandes bibliothèques

Le nombre des documents accessibles par le biais des bibliothèques est très important : en 2011, les dix plus grandes bibliothèques selon l'offre possèdent des collections totalisant plus de 55 millions d'exemplaires. Ces collections se sont accrues de 0,9% en moyenne au cours de l'année.

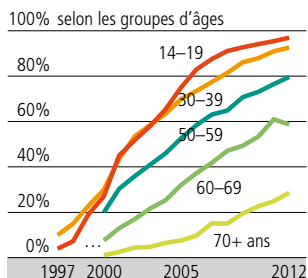
Évolution des journaux payants



Source: Association Presse Suisse / REMP
Statistique des tirages (titres généraux à parution au moins hebdomadaire)

Utilisation d'internet

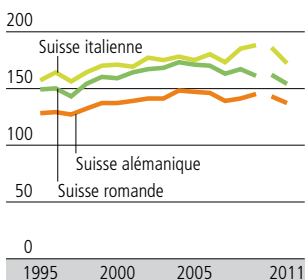
Part des utilisateurs réguliers¹



¹ Personnes utilisant internet plusieurs fois par semaine. Source: Net-Matrix-Base, OFS

Utilisation de la télévision

en minutes par jour et par personne



Source: Mediapulse SA Telecontrol
(base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu-di))

Écoute de la radio

en minutes par jour et par personne

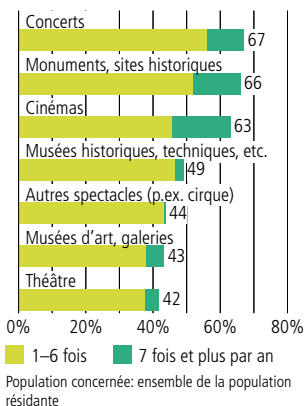
	2009	2010	2011
Suisse alémanique	119	117	113
Suisse romande	106	103	98
Suisse italienne	108	106	106

Source: Mediapulse AG Radiocontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu-di))

Les pratiques culturelles

La fréquentation de concerts, la visite de monuments et le cinéma font partie des activités culturelles les plus appréciées en 2008. Le rock et la musique pop sont les styles musicaux préférés de la population suisse, suivis de la musique classique. On écoute beaucoup de musique en privé, le plus souvent à la radio, mais aussi via la télévision. Les jeunes recourent pour cela beaucoup à des lecteurs MP3. Ce sont eux qui utilisent le plus l'offre culturelle, avec les personnes ayant un bon niveau de formation et/ou un revenu élevé. Les activités culturelles sont davantage pratiquées dans les villes et les agglomérations qu'à la campagne.

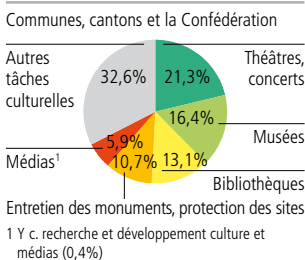
Taux de fréquentation, en 2008



Financement de la culture par les pouvoirs publics

En 2010, un cinquième des montants versés par la Confédération, les cantons et les communes pour financer la culture (545 millions de francs) a été consacré au domaine «Concerts et théâtres». Le domaine «Musées et arts plastiques» a obtenu 421 millions. Suivent les domaines «Bibliothèques», «Conservation des monuments et protection des sites» et «Médias», avec des montants de respectivement 336, 275 et 140 millions de francs.

Affectation des dépenses publiques selon les domaines culturels, en 2010



Source: Administration fédérale des finances (AFF)

Cinéma: diversité de l'offre

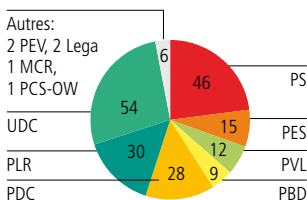
Après avoir atteint un pic en 1963 et 1964 (646 cinémas, environ 40 millions d'entrées), le nombre de salles de cinéma et celui des spectatrices et spectateurs a reculé de manière continue jusqu'au début des années 1990. 1992 a marqué le creux de la vague, avec 302 cinémas (382 salles) et 15 millions d'entrées. L'implantation de complexes et multiplexes cinématographiques a permis d'accroître à nouveau le nombre de salles de cinéma, mais non celui des spectatrices et spectateurs (2011: 547 salles et 14,9 millions de spectateurs).

L'offre de films a elle aussi beaucoup changé. A la fin des années 1980, environ 2000 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 1500. Par contre, le nombre de films projetés en première vision a augmenté de manière continue depuis 1995 (de 273 à environ 400 par an).

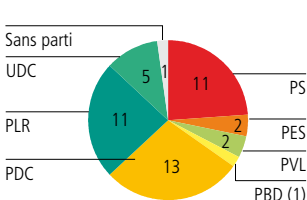
Le système politique

La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2009: 2 PLR, 2 PS, 1 PDC, 1 UDC, 1 PBD). Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations.

Conseil national 2011: mandats



Conseil des Etats 2011: mandats



Elections au Conseil national 2011

	Force électorale en %	Mandats	Femmes	Hommes	Part des femmes en %
PLR	15,1	30	7	23	23,3
PDC	12,3	28	9	19	32,1
PS	18,7	46	21	25	45,7
UDC	26,6	54	6	48	11,1
PVL	5,4	12	4	8	33,3
PBD	5,4	9	2	7	22,2
PES	8,4	15	6	9	40,0
Petits partis de droite ¹	2,7	3	1	2	33,3
Autres ²	5,4	3	2	1	66,6

¹ DS, UDF, Lega (2 mandats, 1 femme), MCR (1 mandat)

² PEV (2 mandats, 2 femmes), PCS, PST, Sol., groupes épars (PCS-OW 1 mandat)

Abréviations, voir plus bas

Elections au Conseil national de 2011

Les élections au Conseil national de 2011 ont modifié la composition du paysage des partis telle qu'elle existait depuis plusieurs décennies. Si l'érosion des partis bourgeois traditionnels PLR et PDC s'est poursuivie, elle a profité, pour la première fois depuis longtemps, non pas à l'UDC, mais au PVL et au PBD, les derniers-nés des partis.

Ces deux partis sont les seuls vrais gagnants des élections au Conseil national de 2011. Presque tous les autres partis font par contre partie des perdants de manière plus ou moins marquée. Les partis bourgeois PDC, PLR et UDC ainsi que les Verts ont enregistré les plus fortes pertes.

Abbréviations des partis

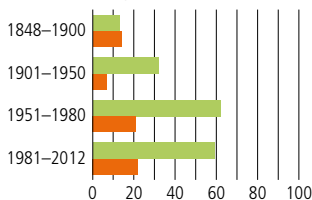
PLR Parti libéral-radical ¹
 PDC Parti démocrate-chrétien suisse
 PS Parti socialiste suisse
 UDC Union démocratique du centre
 PBD Parti bourgeois-démocratique

PEV Parti évangélique populaire
 PCS Parti chrétien-social
 PVL Parti vert-libéral
 PST Parti suisse du travail
 Sol. SolidaritéS
 PES Parti écologiste suisse
 UDF Union démocratique fédérale

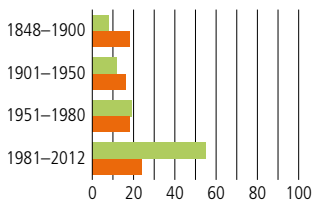
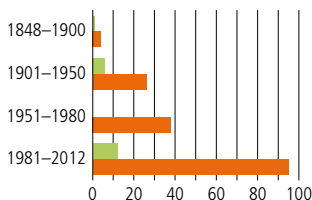
DS Démocrates suisses
 Lega Lega dei ticinesi
 MCR Mouvement Citoyens Romands

¹ En 2009, fusion du PRD avec le PLS sous la dénomination «PLR. Les Libéraux-Radicaux»

Votations populaires fédérales

Référendums obligatoires¹

Référendums facultatifs

Initiatives populaires²

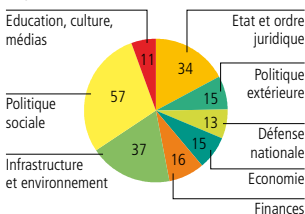
■ Accepté

■ Rejeté

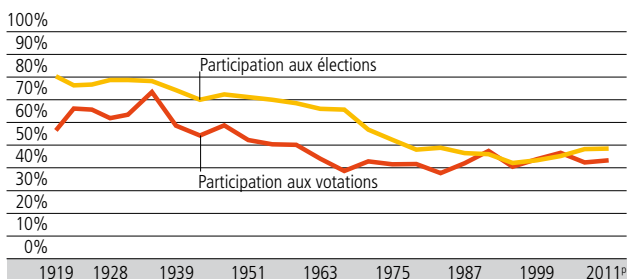
1 Y c. contre-projets à des initiatives populaires

2 Y c. initiatives accompagnées d'un contre-projet

Objets 1991–2012



Participation aux élections et aux votations



Le recul le plus important de la participation aux élections est intervenu après 1967; il s'explique notamment par l'introduction du droit de vote des femmes. La baisse de la participation aux votations est soumise à de fortes fluctuations, car la mobilisation des votants peut être très variable selon l'enjeu du scrutin. Ainsi, depuis 1990, la participation la plus faible a été de 28%, la plus forte de 79%. A partir de l'année 2000, la participation s'est un peu stabilisée, tant pour les élections que pour les votations, et elle recommence même à croître légèrement.

Comptes des administrations publiques

en milliards de francs

	Recettes			Dépenses			Solde		
	2000	2010	2011 ²	2000	2010	2011 ²	2000	2010	2011 ²
Total¹	163,6	191,9	198,3	151,8	189,4	195,8	11,8	2,5	2,6
Confédération	52,0	62,9	64,7	48,2	60,0	64,1	3,8	2,9	0,6
Cantons	62,8	76,9	79,2	60,0	75,5	79,7	2,8	1,4	-0,6
Communes	42,1	42,5	43,5	40,6	43,0	43,8	1,5	-0,5	-0,2
Assurances sociales	44,5	53,5	57,9	41,1	54,9	55,1	3,4	-1,3	2,8

1 Doubles imputations non comprises dans le total

2 Données en partie estimées

Dettes des administrations publiques

en milliards de francs

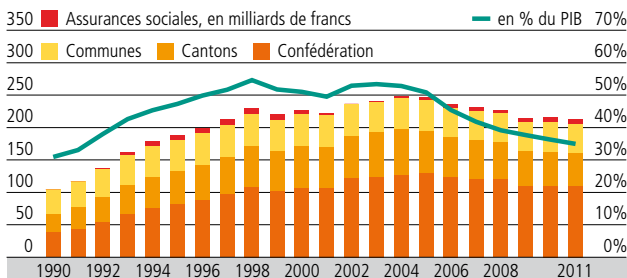
	1990	2000	2008	2009	2010	2011 ³
Total¹	104,8	220,4	222,5	209,0	208,2	206,3
Confédération	38,1	108,1	121,4	110,7	110,0	110,2
Cantons	29,2	63,1	56,1	52,8	52,5	50,4
Communes	37,4	49,1	44,9	45,3	45,8	45,6
Assurances sociales	0,1	5,8	4,2	5,8	7,4	6,1

Par habitant, en francs² 15 241 30 574 29 299 27 139 26 742 26 230

1 Doubles imputations non comprises dans le total

2 Aux prix courants

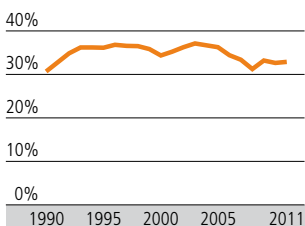
3 Données en partie estimées

Dettes des administrations publiques

La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des administrations publiques en pourcent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales publiques (AVS/AI/APG y compris assurance-maternité et assurance-chômage).

Malgré une augmentation consi-

dérable de ces dépenses depuis 1970, la Suisse est très bien placée en comparaison internationale: elle a une quote-part de l'Etat parmi les plus basses de tous les pays de l'OCDE. La plupart des pays européens présentent une quote-part considérablement plus élevée.

Quote-part de l'Etat en % du PIB

Le taux d'endettement en Suisse est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Cependant, il a progressé de manière continue entre 1990 et 2003. Grâce à une meilleure conjoncture persistant jusqu'à mi-2008 et à la répartition des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse, de même qu'à différentes mesures structurelles (programme d'allégement budgétaire, freins à l'endettement et aux dépenses), les finances publiques ont été à même de réduire continuellement leurs dettes brutes depuis 2005. La quote-part de la dette a chuté fin 2011 à 35,0%.

Recettes des administrations publiques, en 2010

après déduction des montants comptés à double

	en %	en milliards de francs
Total	100	191,9
Recettes ordinaires	100,0	191,9
Recettes d'exploitation	94,6	181,5
Revenus fiscaux	83,5	160,2
Patentes et concessions	2,1	4,0
Compensations	8,5	16,3
Revenus divers	0,1	0,2
Revenus de transferts	0,4	0,8
Recettes financières	4,4	8,4
Recettes d'investissements	1,1	2,0
Recettes extraordinaires	0,0	0,0
Revenus extraordinaires	0,0	0,0
Recettes d'investissements extraordinaires	0,0	0,0

Dépenses des administrations publiques, par fonction, en 2010

après déduction des montants comptés à double

	en %	en milliards de francs
Total	100	189,4
Administration générale	7,3	13,8
Ordre et sécurité publique, défense	7,6	14,4
Formation	17,3	32,7
Culture et loisirs	2,7	5,0
Santé	6,0	11,3
Sécurité sociale	39,6	74,9
Trafic et télécommunications	8,8	16,6
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	3,2	6,1
Economie publique	4,0	7,5
Finances et impôts	3,7	7,0

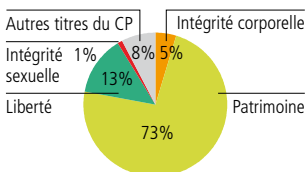
Dans le domaine de la criminalité, les chiffres ne reflètent que partiellement la réalité des comportements. D'une part, les normes pénales et les sanctions suivent l'évolution de la société. D'autre part, ces chiffres dépendent largement des ressources en personnel, des priorités et de l'efficacité de la police et de la justice ainsi que de la propension de la population à dénoncer les actes délictueux. Il est en général difficile de déterminer les facteurs à l'origine des variations enregistrées en matière de criminalité.

Dénoncations

465 995 affaires criminelles totalisant 692 954 infractions ont été enregistrées en 2011. 81% de ces infractions relevaient du Code pénal (CP), 13% de la loi sur les stupéfiants (Lstup), 5% de la loi sur les étrangers (LEtr) et 1% de lois fédérales annexes. Le taux d'élucidation atteignait 97%

pour les homicides et 16% pour les infractions contre le patrimoine. La ventilation des prévenus selon la nationalité et le type d'autorisation de séjour montre que les personnes de nationalité suisse représentaient une part de 49% parmi les prévenus pour infraction au CP, de 57% parmi ceux pour infraction à la Lstup et de 61% parmi ceux pour infraction aux autres lois fédérales annexes. Dans ces trois catégories de prévenus, les personnes étrangères domiciliées en Suisse formaient une part respective de 29%, 21% et 23%; autrement dit, une proportion importante de la délinquance des étrangers était «importée» (CP: 21%, Lstup: 22%, autres: 16%). Dans le domaine de la loi sur les étrangers, 84% des prévenus ne résidaient pas en Suisse.

Infractions selon le titre du Code pénal, en 2011

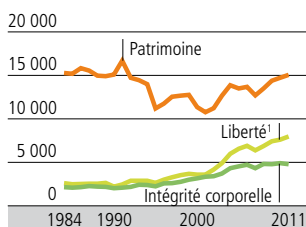


Condamnations

Jusqu'au milieu des années 1980, on dénombrait chaque année un peu plus de 45 000 condamnations d'adultes. Ce chiffre a doublé entretemps et se situe à environ 94 600 en 2011. L'évolution est très variable selon la loi en vertu de laquelle les condamnations ont été prononcées.

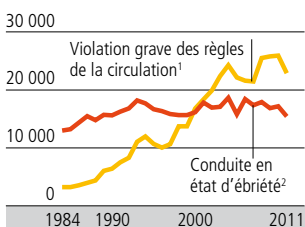
Le nombre de condamnations selon le CP est stable depuis 2005, alors que celui des condamnations selon la loi sur la circulation routière (LCR) a augmenté notamment en raison de l'intensification des contrôles. La situation n'a pas varié depuis quelques années dans le domaine de la loi sur les stupéfiants tout comme dans celui de la loi sur les étrangers.

Choix d'infractions CP



1 Menace, contrainte, traite d'êtres humains, séquestration et enlèvement, prise d'otage, violation de domicile

Choix d'infractions LCR

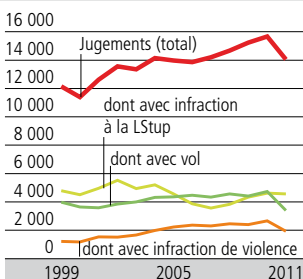


1 Art. 90 ch. 2 LCR

2 Avec un taux d'alcool qualifié (Art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

Jugements pénaux des mineurs

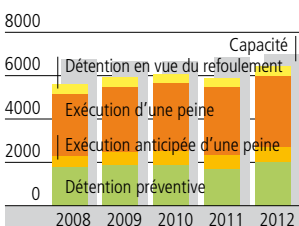
Le nombre de jugements pénaux de mineurs tend à diminuer (-11% entre 2010 et 2011). Il est plutôt stable pour les infractions à la Lstup, en hausse pour les infractions à la loi sur la circulation routière et en baisse pour les cas de vol et les délits de violence de moindre gravité. Les jugements pénaux de mineurs pour délits graves contre la personne se maintiennent à un très bas niveau.



Privation de liberté

Il existait en Suisse 109 établissements (le plus souvent de petite taille) de privation de liberté en 2012, comptant au total 6978 places. Au jour de référence, le 5 septembre 2012, 6599 places étaient occupées. Le taux d'occupation se montait ainsi à 94%. Sur les 6599 personnes incarcérées, 60% exécutaient une peine, 31% se trouvaient en détention préventive, 6% étaient détenues pour des mesures de contrainte conformément à la loi sur les étrangers et les 3% restants l'étaient pour d'autres raisons. A quelques exceptions près, les établissements de privation de liberté en Suisse n'étaient pas sur-occupés.

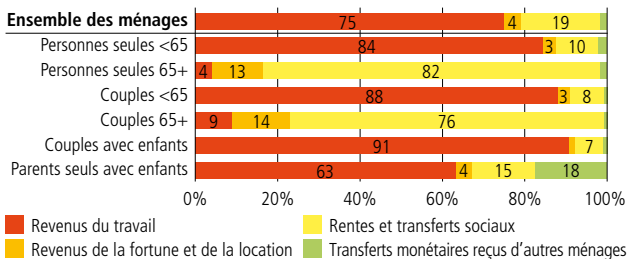
Effectifs selon le type de détention



Récidive

Le taux de recondamnation des personnes condamnées pour crimes et délits se situait à 25% en 2007, après une période d'observation de 3 ans (autrement dit jusqu'en 2010); il était de 34% chez les condamnés mineurs. Les personnes ayant au moins deux antécédents judiciaires sont celles qui présentaient les taux de recondamnation les plus élevés: 63% chez les adultes, et 66% chez les mineurs.

Composition du revenu brut selon le type de ménage, 2006–2008



Budget des ménages: revenus

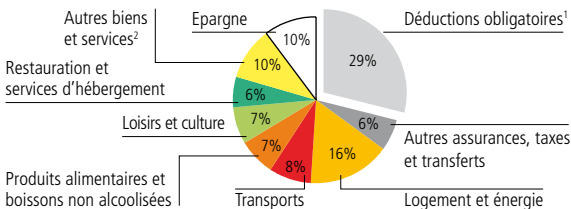
Si l'on considère l'ensemble des ménages, les revenus du travail forment l'essentiel (75%) du revenu des ménages. Viennent ensuite les rentes provenant des premier et deuxième piliers ainsi que les autres prestations sociales, avec une part de 19%. La part restante est constituée des revenus de la fortune et des transferts issus d'autres ménages. Le tableau est plus différencié si l'on s'intéresse à la composition du revenu des ménages selon le type de ménage. A titre d'exemple, si les revenus des ménages composés de personnes de 65 ans ou plus proviennent certes en majorité de rentes, les revenus du travail et plus encore les revenus de la fortune jouent cependant un rôle non négligeable.

Les revenus issus de transferts d'autres ménages représentent une importante source de revenus uniquement pour certains types de ménage, comme les ménages monoparentaux (part moyenne de près de 18%).

Budget des ménages: dépenses

La composition des dépenses varie moins. Les dépenses obligatoires forment le poste le plus important, avec une part de près de 29% du revenu brut. Dans les dépenses de consommation, celles consacrées au logement arrivent en tête (16%). Les dépenses pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, pour les transports ainsi que pour les loisirs et la culture constituent d'autres postes de dépenses importants. Après déduction de toutes les dépenses, il reste en moyenne quelque 10% du revenu brut comme montant à épargner. Mais les différences sont parfois considérables selon le type de ménage. Les ménages de personnes de 65 ans ou plus épargnent moins en moyenne que les ménages composés de personnes plus jeunes. Parfois, ils dépensent même davantage que ce dont ils disposent. Autrement dit, ils financent une partie de leurs dépenses en puisant dans leur fortune.

Composition du budget des ménages, 2006–2008



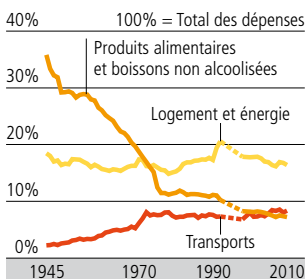
¹ Impôts, cotisations aux assurances sociales, primes de l'assurance-maladie de base, transferts monétaires versés à d'autres ménages

² Moins les revenus sporadiques

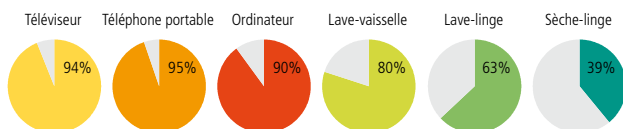
Les dépenses des ménages au fil du temps

La composition des dépenses des ménages s'est fortement modifiée au fil du temps. Ces changements sont nettement plus importants que les différences entre les ménages aujourd'hui. Ainsi, la part des dépenses pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentait 35% de l'ensemble des dépenses en 1945, contre 7% actuellement. A l'inverse, la part des dépenses pour les transports, par exemple, s'est accrue dans cet intervalle, passant de quelque 2% à plus de 8%.

Evolution d'une sélection de dépenses des ménages



Equiperment en biens de consommation, en 2010



Equiperment en biens de consommation

Si l'on détermine l'équipement des ménages sur la base d'une sélection de biens de consommation durable, on constate que les ménages en Suisse sont très bien lotis dans le domaine des technologies de l'information. 90% des personnes vivent dans un ménage équipé d'un ordinateur et 95% dans un ménage équipé d'un téléphone portable. Ces parts sont en constante augmentation: en 1998, seules 55% des personnes vivaient dans un ménage équipé d'un ordinateur. Les parts progressent aussi dans le domaine des appareils électroménagers, notamment pour les lave-vaisselle, les lave-linge et les sèche-linge. En 2010, plus de 80% des personnes avaient un lave-vaisselle à la maison, contre seulement 61% en 1998.

Privations matérielles

Ne pas posséder un bien durable ne signifie pas obligatoirement avoir dû y renoncer pour des raisons financières. En 2010, seules 1% des personnes vivant en Suisse doivent renoncer à un ordinateur pour des raisons financières. Pour ce qui est d'une voiture à usage privé, cette proportion s'élève à 4%. La privation la plus fréquente est liée à l'absence de réserves financières: 21% des personnes vivant dans un ménage privé n'ont pas les moyens de faire face à une dépense imprévue d'un montant de 2000 francs. Viennent ensuite les privations liées aux conditions de logement: 17% de la population vit dans un quartier trop bruyant, 14% dans un quartier avec des problèmes de délinquance et 10% dans un quartier avec des problèmes de pollution. En outre, 10% de la population n'a pas les moyens de s'offrir chaque année une semaine de vacances hors de son domicile.

Inégalités de répartition des revenus

Les inégalités de répartition des revenus sont évaluées sur la base du revenu disponible équivalent. Ce dernier se calcule en retirant les dépenses obligatoires du revenu brut du ménage et en divisant le revenu disponible ainsi obtenu par la taille d'équivalence du ménage. Le revenu disponible équivalent est donc un indice du niveau de vie des personnes, indépendamment du type de ménage dans lequel elles vivent.

En 2010, les personnes les plus favorisées (20% de la population) disposent d'un revenu disponible équivalent moyen 4,3 fois supérieur à celui des personnes les plus défavorisées (20%).

Pauvreté monétaire et risque de pauvreté

En 2010, 7,9% de la population résidente permanente vivant en ménage privé était touchée par la pauvreté, soit 600 000 personnes. Le seuil de pauvreté moyen était d'environ 2250 francs par mois pour une personne seule et d'environ 4000 francs par mois pour un ménage de deux adultes avec deux enfants. Selon le concept relatif du risque de pauvreté, la part de la population touchée par le risque de pauvreté était de 14,2%, ce qui représente environ 1 070 000 personnes. Le seuil de risque de pauvreté (60% de la médiane du revenu disponible équivalent) était, pour une personne seule, de quelque 2350 francs par mois et, pour deux adultes avec deux enfants, d'environ 5000 francs.

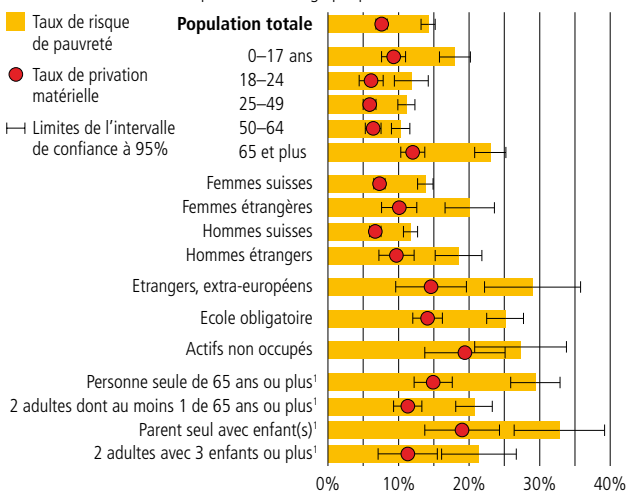
La pauvreté des personnes actives occupées

Les personnes vivant dans un ménage à forte participation au marché du travail présentent en général les taux de pauvreté les plus faibles. Le fait d'être bien intégré dans la vie active offre déjà une protection efficace contre la pauvreté. Il reste qu'en 2010, 120 000 personnes, soit 3,5% de la population active occupée, étaient touchées par la pauvreté alors qu'elles avaient un emploi.

La pauvreté chez les actifs occupés peut s'analyser surtout en termes de sécurité et d'insécurité professionnelle (à long terme): la pauvreté est plus fréquente lorsque les conditions de travail et les formes d'emploi sont nettement ou tendanciellement peu sûres (contrat à durée limitée, petite entreprise, activité indépendante «en solo», par ex.).

Risque de pauvreté et privations matérielles, en 2010

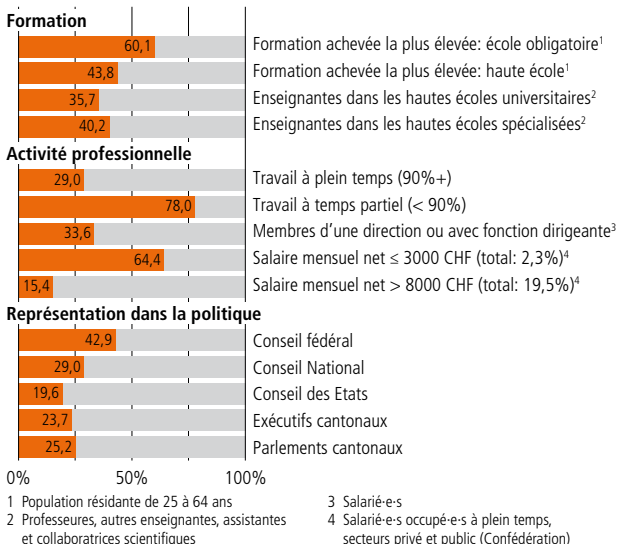
selon différentes caractéristiques socio-démographiques



¹ Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

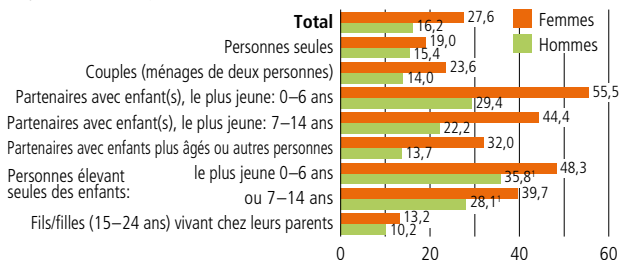
Chiffres clés concernant l'égalité des sexes

Part des femmes en % (dernier état disponible 2010–2012)



Temps consacré au travail domestique et familial, en 2010

Moyenne, en heures par semaine



Participation au travail bénévole, en 2010

en % de la population résidente permanente de 15 ans et plus

	Femmes	Hommes		Femmes	Hommes
Informel	22,7	13,9	Organisé	16,9	23,0
Garde d'enfants de la parenté	8,1	3,7	Associations sportives	4,0	9,0
Soins à des parents adultes	1,6	0,4	Associations culturelles	3,5	5,3
Autres prestations pour la parenté	3,1	2,6	Organisations socio-caritatives	3,6	2,5
Garde d'enfants de connaissances	5,7	1,9	Institutions religieuses	3,6	2,1
Soins à des connaissances adultes	1,1	0,3 ¹	Associations de défense d'intérêts	2,1	3,1
Autres prestations pour des connaissances	4,9	5,3	Services d'utilité publique	1,2	2,4
Autres	0,5 ¹	0,3 ¹	Partis ou institutions politiques	0,7	2,0

¹ Extrapolation basée sur moins de 50 observations dans l'échantillon. Les résultats sont à interpréter avec beaucoup de précaution

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Situation économique et sociale de la population

Sommes-nous sur la voie du développement durable?

1 Satisfaction des besoins – comment vivons-nous aujourd'hui?

L'espérance de vie en bonne santé augmente	↗ ↗ ✓	Les condamnations pour infractions de violence augmentent	↘ ↗ ✗
Les revenus n'augmentent pas	↗ → ≈	Le taux de chômage au sens du BIT est en augmentation	↘ ↗ ✗

2 Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?

L'aide publique au développement augmente	↗ ↗ ✓	L'écart salarial entre femmes et hommes se réduit peu à peu	↘ ↘ ✓
---	-------	---	-------

3 Préservation du capital – que laisserons-nous à nos enfants?

Les compétences en lecture des jeunes s'améliorent	↗ ↗ ✓	Le nombre de personnes travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques augmente	↗ ↗ ✓
La dette publique, après une période d'augmentation, revient en-dessous du niveau de 1992	↘ ↘ ✓	Les populations d'oiseaux nicheurs fluctuent	↗ → ≈
La part des investissements dans le produit intérieur brut stagne.	↗ → ≈	Les surfaces d'habitat et d'infrastructure s'étendent	↗ ↗ ✗

4 Découplage – comment les ressources sont-elles utilisées?

Les transports de marchandises croissent plus fortement que l'économie	↘ ↗ ✗	La part des transports publics augmente	↗ ↗ ✓
L'intensité matérielle diminue.	↘ ↘ ✓	La consommation finale d'énergie par personne diminue	↘ ↘ ✓

Evolution visée

- ↗ Augmentation
- Stabilisation
- ↘ Diminution

Evolution observée

- ↗ Augmentation
- Pas de modification notable
- ↘ Diminution

Qualification de l'évolution depuis 1992

- ✓ positive (vers le développement durable)
- ≈ indifférente
- ✗ négative (contraire au développement durable)

Dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, quelques pas ont été faits en direction du développement durable, mais on constate également des tendances contraires. Ainsi, on est parvenu, dans certains domaines, à atteindre une plus grande éco-efficacité, mais ces améliorations ont souvent été compensées par des augmentations de la consommation.

Il se pose en outre un problème d'équité entre les générations: c'est peut-être aux dépens des générations à venir que nous bénéficions aujourd'hui de conditions relativement favorables. Ainsi, près de 17% des jeunes ne disposent même pas, en lecture, du niveau minimum requis pour maîtriser la vie quotidienne moderne. De même, la croissance des zones bâties se fait en grande partie au détriment des terres cultivables.

L'**empreinte écologique** indique le niveau d'exploitation et les limites des ressources naturelles. Actuellement, en Suisse, l'empreinte écologique par personne est près de trois fois plus élevée que la biocapacité mondiale moyenne disponible par personne. Cette forte empreinte est principalement imputable à la consommation d'énergie.

Considéré globalement, le développement économique passe souvent par une consommation accrue de ressources environnementales. Autrement dit, plus le revenu national d'un pays est élevé, plus l'empreinte écologique de ce dernier est grande. L'empreinte écologique de la Suisse se situe dans la moyenne de la plupart des pays d'Europe occidentale. Les pays de l'Amérique du Nord et quelques pays d'Europe consomment, par personne, jusqu'à 4 fois plus de ressources disponibles par personne que celles auxquelles ils auraient droit. Les pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique se situent sur ce plan nettement au-dessous de la moyenne.

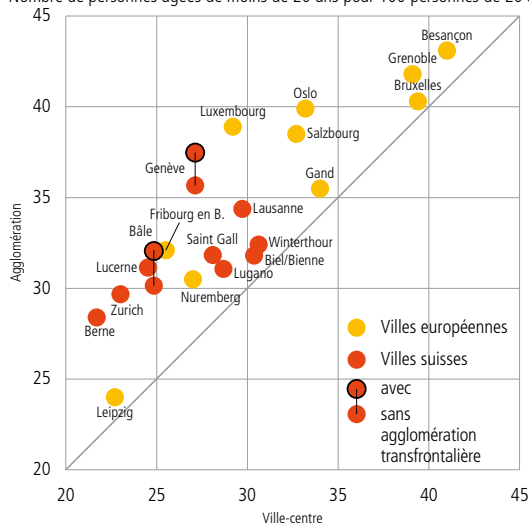
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Développement durable

Un projet européen: l'Audit urbain

Le projet européen de l'Audit urbain permet de comparer les conditions de vie dans les villes européennes selon trois niveaux géographiques: l'agglomération, la ville-centre ainsi que le quartier. Voici deux exemples d'indicateurs pour un choix de villes.

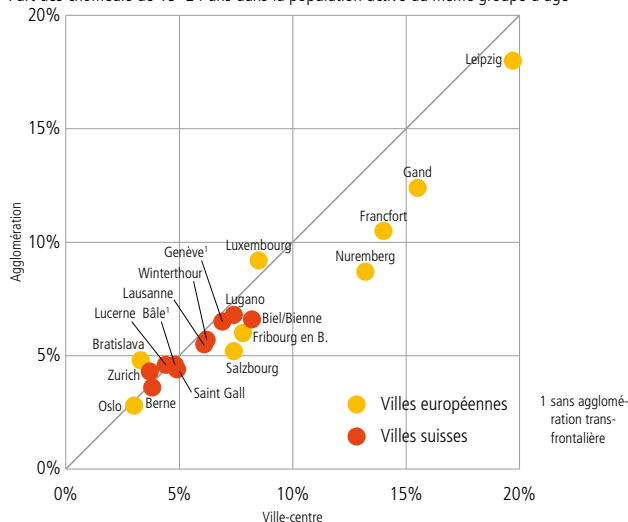
Rapport de dépendance des jeunes, en 2009

Nombre de personnes âgées de moins de 20 ans pour 100 personnes de 20 à 64 ans

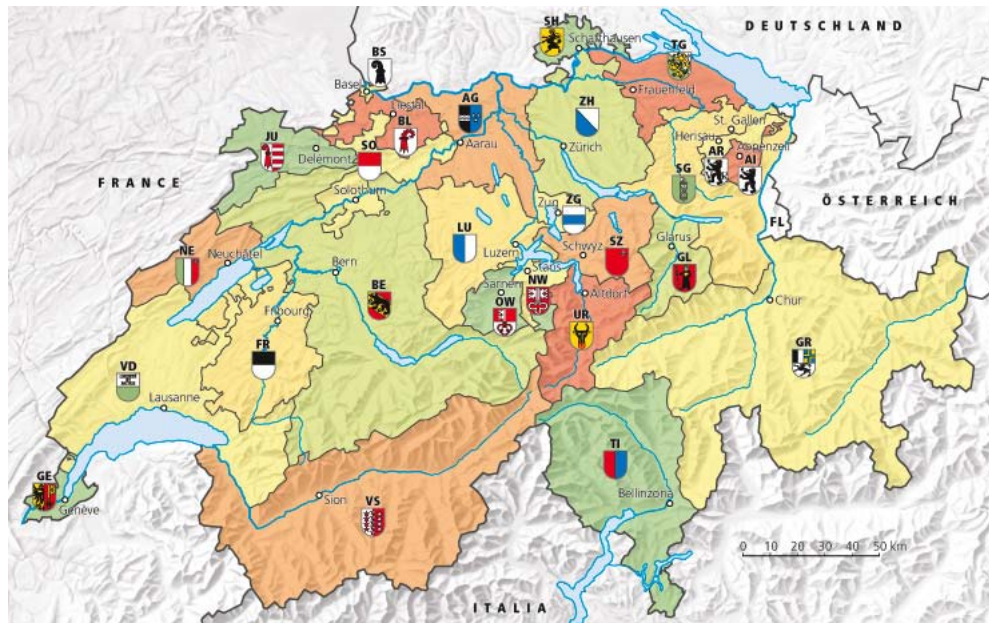


Chômage des jeunes, en 2009

Part des chômeurs de 15-24 ans dans la population active du même groupe d'âge



La Suisse et ses cantons



26 cantons
148 districts
2408 communes

Etat 1.1.2013

o Chef-lieu de canton

Abréviations des cantons: cf. tableau page 4

Annuaire statistique de la Suisse 2013 DVD inclus

Ouvrage de référence de la statistique suisse par excellence, l'Annuaire statistique de la Suisse décrit toutes les facettes de la situation sociale et économique de la Suisse et contient des tableaux et des aperçus illustrés sur tous les thèmes de la statistique publique. Cet ouvrage bilingue allemand-français donne par ailleurs une vue d'ensemble des principales informations statistiques en anglais et en italien. Fourni avec l'annuaire, le DVD contient l'intégralité de l'ouvrage imprimé, de nombreux tableaux sur les statistiques régionales entre autres, ainsi que deux atlas statistiques interactifs: le Stat@las Suisse et l'Atlas électoral.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 592 pages reliées, 130 frs (avec DVD). Disponible en librairie ou sur le site de NZZ Libro, les Editions de la «Neue Zürcher Zeitung». e-mail: nzz.libro@nzz.ch



Statistique suisse

Page d'accueil | Mobile | Recherche | Glossaire | Contact | Aide

Deutsch | Italiano | English | Rumantsch

Actualités | Thèmes | Les Régions | Le Monde | Infobase | Services | Institutions | ChronoStat

Le portail Statistique suisse est réalisé par l'Office fédéral de la statistique (OFS)

Office fédéral de la statistique

Recherche

A consulter

Encyclopédie statistique
Données interactives
Cartes des publications
Répertoire officiel des communes de Suisse

Cartes et atlas

Atlas statistique
Atlas politique
Galerie de cartes interactives

Abonnements

Noble offre RSS
NewsMail
Suivez nous sur Twitter

Mises au concours

Ordres d'enquête 47
Aspects d'ordre public

Contact

Adresse
Office fédéral de la statistique
Esplanade de Fribourg 10
3010 Neuchâtel / Suisse
Plan de situation

Vers la version

Service d'information
Heures d'ouverture
10h00-11h30, 14h00-19h00

Le **portail Statistique suisse** (www.statistique.ch) englobe l'ensemble de l'offre en ligne de la statistique publique suisse. Il présente les communiqués de presse, les publications de l'OFS et d'autres offices statistiques publics ainsi que les résultats détaillés actualisés en permanence sous forme d'indicateurs et de tableaux à télécharger. Des cartes attractives et des atlas se trouvent aux chapitres «Les régions» et «Le monde». Les utilisateurs et les utilisatrices peuvent s'abonner au service de NewsMail ou être avertis automatiquement (RSS-Feeds) de toute nouveauté pour rester au courant de la vaste offre de l'OFS. Depuis 2011, le portail statistique offre également des pages en romanche, à côté de l'offre en français, allemand, italien et anglais.

Avec le mini portail statistique <http://mobile.bfs.admin.ch>, l'OFS propose ses principaux chiffres statistiques aux utilisateurs d'appareils mobiles depuis 2010.

